

ISSN 2494-5838

## **Recueil des actes administratifs**

**2021 - 07**

**LOT-ET-GARONNE**  
Le Département





# RECUEIL MENSUEL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU MOIS DE JUILLET 2021

## SOMMAIRE

|                                                                                                                                                                                                                         |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE, AGRICOLE, ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT.....</b>                                                                                                             | <b>p.1</b> |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 portant désignation de conseillers départementaux pour représenter le département au sein du comité départemental de sélection FSE (Fonds Social Européen).....                     | p.3        |
| <b>DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL .....</b>                                                                                                                                                        | <b>p.5</b> |
| - Arrêté en date du 30 juin 2021 portant tarification 2021 du Foyer d'accueil médicalisé « René Bonnet » à Tonneins .....                                                                                               | p.7        |
| - Arrêté en date du 30 juin 2021 portant tarification 2021 du Foyer de vie avec accueil de jour « René Bonnet » à Tonneins .....                                                                                        | p.9        |
| - Arrêté en date du 30 juin 2021 portant tarification 2021 du service d'accompagnement à la vie sociale SAVS Vérone géré par l'association Amicale d'Agen à Foulayronnes .....                                          | p.11       |
| - Arrêté en date du 30 juin 2021 portant tarification 2021 du Service d'accompagnement à la vie sociale SAVS L'Essor géré par l'association à Mézin .....                                                               | p.13       |
| - Arrêté en date du 07 juillet 2021 fixant la composition de la Commission APA (attribution et conciliation) .....                                                                                                      | p.15       |
| - Arrêté en date du 08 juillet 2021 qui annule et remplace l'arrêté fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Bel Air » à Tournon d'Agenais du 18 juin 2021 .....                                        | p.18       |
| - Arrêté en date du 08 juillet 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad Soleil d'automne à Tonneins pour 2021 .....                                                                                  | p.21       |
| - Arrêté en date du 08 juillet 2021 portant tarification 2021 du service d'accompagnement à la vie sociale géré par l'association ADIPH 47 à Agen.....                                                                  | p.25       |
| - Arrêté en date du 08 juillet 2021 portant tarification 2021 du service d'accompagnement à la vie Sociale géré par l'association Sauvegarde à Agen.....                                                                | p.27       |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 portant désignation du Président de la commission départementale du Revenu de Solidarité Active (CDRSA) .....                                                                       | p.29       |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 relatif à la composition de la commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux pour les personnes âgées et personnes adultes en situation de handicap..... | p.30       |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 portant désignation de conseillers départementaux pour représenter le département au sein de l'Observatoire départementale de la protection de l'enfance (ODPE) .....               | p.32       |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Résidence Bellevue à Duras .....                                                                                           | p.33       |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence Fontaine-Bazeille » à Sainte-Bazeille .....                                                                                     | p.36       |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence La Tour de Pujols » à Villeneuve-sur-Lot .....                                                                                  | p.39       |

|                                                                                                                                                                                                |       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence de Beurre » à Villeneuve-sur-Lot .....                                                                 | p.42  |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence du Château » à Nérac .....                                                                             | p.45  |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence Le Hameau de Prayssas » à Prayssas .....                                                               | p.48  |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence du Lac » à Casteljaloux.....                                                                           | p.51  |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence Les Magnolias » à Agen .....                                                                           | p.54  |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence Zoppola » à Tonneins .....                                                                             | p.57  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad d'Aiguillon ...                                                                                     | p.60  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « La Bourdette » à Astaffort.....                                                                   | p.64  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Gaston Carrère » de Casseneuil .....                                                              | p.67  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Château de Pardiac » à Samazan .....                                                                             | p.70  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Les Deux Vallées » de Sos-en-Albret.....                                                          | p.73  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'USLD du CH Agen-Nérac .....                | p.76  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 16 février 2021 fixant les tarifs d'hébergement de l'Ehpad « Résidence de Raymond » à Agen .....                       | p.79  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad du CH Agen-Nérac, site d'Agen.....   | p.82  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad du CH Agen-Nérac, site de Nérac..... | p.85  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 28 janvier 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Louis IX » à Lamontjoie .....                                | p.88  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Maison Saint Martin » à Layrac .....                                                                             | p.91  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence Les Remparts » à Agen .....             | p.94  |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 29 avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « L'Orée des Bois » de Mézin .....                | p.97  |
| - - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 03 mars 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Sainte-Catherine » de Port-Sainte-Marie .....  | p.100 |



|                                                                                                                                                                                                                                                     |       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence Saint-Exupéry » à Marmande .....                                                             | p.104 |
| - Arrêté en date du 19 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs dépendance de l'Ehpad « Résidence Saint-Jean » à Agen .....                                                                    | p.107 |
| - Arrêté en date du 20 juillet 2021 fixant les tarifs de l'établissement Maison d'accueil Jean Bru situé à Agen.....                                                                                                                                | p.110 |
| - Arrêté en date du 20 juillet 2021 fixant les tarifs de l'établissement Unité Polyvalente Oustalet situé à Agen.....                                                                                                                               | p.113 |
| - Arrêté en date du 22 juillet 2021 portant tarification 2021 du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) de la Vallée du Lot, géré par l'association nouvelle départementale des amis et parents d'enfants en inclusion (ANDAPEI 47) ..... | p.116 |
| - Arrêté en date du 23 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 29 avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Les Capucins » à Clairac .....                                                                       | p.118 |
| - Arrêté en date du 23 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Comarque Beaumanoir » à Castelmoront-sur-Lot.....                                                      | p.121 |
| - Arrêté en date du 23 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 16 février 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Fondation Soussial » à Miramont-de-Guyenne .....                                                   | p.124 |
| - Arrêté en date du 23 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 04 mars 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Eulalie » à Verteuil d'Agenais .....                                                                  | p.127 |
| - Arrêté en date du 23 juillet 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'Ehpad « Résidence les Terrasses » à Puymirol.....                                                                                                              | p.130 |

## **DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES INFRASTRUCTURES ET DE LA MOBILITE.....p.133**

|                                                                                                                                                                                                                                                                 |       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| - Arrêté temporaire en date du 14 juin 2021 portant réglementation de la circulation sur la D931 Commune d'Aubiac .....                                                                                                                                         | p.135 |
| - Arrêté temporaire en date du 02 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D931 Commune de Lamontjoie .....                                                                                                                                 | p.137 |
| - Arrêté temporaire en date du 02 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D266 et la D227<br>Communes de Laperche, Lavergne, Miramont de Guyenne.....                                                                                      | p.139 |
| - Arrêté temporaire en date du 05 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur les D931 – D131 – D287 – D656 – D15<br>Communes de Lamontjoie, St Vincent de Lamontjoie, Le Nomdieu, Fleux, Francescas, Nérac, Calignac, Le Saumont et Laplume..... | p.141 |
| - Arrêté temporaire en date du 05 juillet 2021, portant réglementation de la circulation sur les D931 – D131 – D287 – D656 – D15<br>Communes de Lamontjoie, St Vincent de Lamontjoie, Le Nomdieu, Fleux, Calignac, Le Saumont et Laplume .....                  | p.144 |
| - Arrêté temporaire en date du 05 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D315 Commune de Miramont-de-Guyenne .....                                                                                                                        | p.147 |

|                                                                                                                                                                                                                                           |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| - Arrêté temporaire en date du 06 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D238<br>Communes de Fongrave, St Etienne de Fougères et Monclar.....                                                                       | p.149        |
| - Arrêté temporaire en date du 20 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D143<br>Commune de Caumont-sur-Garonne et Fourques-sur-Garonne.....                                                                        | p.151        |
| - Arrêté temporaire en date du 20 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D228<br>Commune de Seyches .....                                                                                                           | p.153        |
| - Arrêté temporaire en date du 22 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D213<br>Commune de Bruch.....                                                                                                              | p.155        |
| - Arrêté temporaire en date du 26 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D215<br>Commune de Castelculier .....                                                                                                      | p.157        |
| - Arrêté temporaire en date du 27 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D245<br>Commune de Lusignan Petit .....                                                                                                    | p.159        |
| - Arrêté temporaire en date du 27 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D269<br>Commune de Castelculier .....                                                                                                      | p.161        |
| - Arrêté temporaire en date du 30 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D3<br>Commune de Couthures sur Garonne.....                                                                                                | p.163        |
| - Arrêté temporaire en date du 30 juillet 2021 portant réglementation de la circulation sur la D708<br>Commune de Beaupuy.....                                                                                                            | p.166        |
| <b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA MODERNISATION DE<br/>L'ADMINISTRATION .....</b>                                                                                                                                             | <b>p.169</b> |
| - Arrêté en date du 1 <sup>er</sup> juillet 2021 portant sur les lignes directrices de gestion définissant les<br>orientations et les critères généraux à prendre en compte pour les promotions internes et<br>avancements de grade ..... | p.171        |
| - Arrêté en date du 12 juillet 2021 portant désignation des représentants du Département à la<br>Commission de réforme de Lot-et-Garonne.....                                                                                             | p.176        |
| - Arrêté en date du 15 juillet 2021 relatif à la composition du Comité d'Hygiène de Sécurité et des<br>Conditions de Travail (CHSCT) .....                                                                                                | p.177        |
| - Arrêté en date du 15 juillet 2021 relatif à la composition du Comité Technique (CT) .....                                                                                                                                               | p.180        |
| - Arrêté en date du 28 juillet 2021 relatif à la composition de la Commission Administrative Paritaire de<br>Catégorie A .....                                                                                                            | p.183        |
| - Arrêté en date du 28 juillet 2021 relatif à la composition de la Commission Administrative Paritaire de<br>Catégorie B .....                                                                                                            | p.186        |
| - Arrêté en date du 28 juillet 2021 relatif à la composition de la Commission Administrative Paritaire de<br>Catégorie C .....                                                                                                            | p.189        |
| - Arrêté en date du 29 juillet 2021 relatif à la composition de la Commission consultative paritaire<br>de catégorie A .....                                                                                                              | p.192        |
| - Arrêté en date du 29 juillet 2021 relatif à la composition de la Commission consultative paritaire<br>de catégorie B .....                                                                                                              | p.194        |
| - Arrêté en date du 29 juillet 2021 relatif à la composition de la Commission d'examen des secours<br>exceptionnels .....                                                                                                                 | p.196        |

- Arrêté en date du 02 août 2021 relatif à la composition de la Commission consultative paritaire de catégorie C ..... p.198

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES ..... p.201**

- Arrêté en date du 12 juillet 2021 portant désignation du représentant de la Présidente du conseil départemental au Conseil d'évaluation du centre de détention d'Eysses..... p.203

**MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES**

- Arrêté en date du 12 juillet 2021 portant désignation de conseillers départementaux pour représenter le Département au sein de la commission des droits de l'autonomie de la MDPH 47 ..... p.204

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE,  
AGRICOLE, ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT**



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DE LOT- ET- GARONNE**

---

**Direction générale adjointe développement touristique, agricole, économie et environnement**

**ARRETE N° DGS-SA-20210005**

**portant désignation de conseillers départementaux pour représenter le Département au sein du Comité départemental de sélection FSE (Fonds Social Européen)**

**La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,**

**VU** l'article L. 3221-7 du Code général des collectivités territoriales autorisant le Président du Conseil départemental à procéder à la désignation des membres du Conseil départemental pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes,

**VU** l'accord cadre Etat/ADF pour la mobilisation du FSE en faveur de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté du 5 août 2014 ;

**VU** la notification de l'enveloppe déléguée FSE par le Préfet de région en date du 11 décembre 2014 ;

**VU** la convention de subvention globale 2018 – 2021 notifiée le 12 juillet 2018 par le Préfet de région, modifiée par l'avenant du 14 avril 2021 ;

**VU** le courrier de la Préfète de région du 4 juin 2021 reconduisant la délégation de gestion du Département pour le Programme opérationnel national « FSE + » 2021 – 2027.

**VU** la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 prenant acte de l'élection de Madame Sophie BORDERIE (à la présidence du Conseil départemental dans les conditions de l'article L. 3122-1 du Code général des collectivités territoriales),

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les personnes ci-dessous sont désignées comme membres du Comité départemental de sélection FSE en qualité de représentants du Département de Lot-et-Garonne :

- Madame Sophie BORDERIE, Présidente du Conseil départemental,
- Madame Christine GONZATO-ROQUES, Vice-Présidente en charge du Développement social, de la démographie médicale, de l'Insertion et de l'habitat,
- Monsieur Michel MASSET, Vice-Président en charge du Développement économique, du tourisme, du numérique et des politiques contractuelles,
- Monsieur Alain PICARD, Conseiller départemental du canton du Val du Dropt,
- Madame Baya KHERKHACH, Conseillère départementale du canton d'Agen 3.

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210712-DGS-SA-20210005-AI  
Date de télétransmission : 13/07/2021  
Date de réception préfecture : 13/07/2021

**ARTICLE 2 :** La Directrice générale des services par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département. Tout recours contre cet acte sera porté devant le tribunal administratif dans les deux mois de l'accomplissement des mesures de publicité. Celui-ci peut notamment être saisi par l'application informatique TELERECOURS CITOYEN accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le 12 JUL. 2021

La Présidente du Conseil départemental



Sophie BORDERIE

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210712-DGS-SA-20210005-AI  
Date de télétransmission : 13/07/2021  
Date de réception préfecture : 13/07/2021

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT  
SOCIAL**





DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Direction de l'autonomie  
Tarification des établissements sociaux et médico-sociaux

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne  
portant tarification 2021 du Foyer d'accueil médicalisé « René Bonnet » à Tonneins**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** le code de l'action sociale et des familles,
- VU** l'arrêté conjoint en date du 14 avril 2011 de la Directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) d'Aquitaine et du Président du Conseil général de Lot-et-Garonne autorisant l'association des paralysés de France (APF) à créer 30 places de foyer d'accueil médicalisé (FAM) pour adultes handicapés physiques à Tonneins,
- VU** l'arrêté du 7 juillet 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant délégation de signature à Monsieur Gérard DAULHAC, directeur général adjoint des solidarités territoriales, éducatives et sportives, à l'effet de signer tous les arrêtés en cas d'absence ou d'empêchement du directeur général des services et de la directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,
- VU** la demande de participation présentée par le conseil d'administration de l'APF France handicap sise à Paris,
- VU** le rapport du directeur de l'autonomie,
- SUR** proposition du directeur général des services départementaux,

**- A R R E T E -**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le prix de journée moyen du foyer d'accueil médicalisé « René Bonnet » implanté à Tonneins, issu du rapport du budget prévisionnel 2021 de l'autorité de tarification ressort à 134,99 €.

**Article 2** : Le prix de journée applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au foyer d'accueil médicalisé « René Bonnet » à Tonneins est fixé à 182,85 €.

**Article 3** : Le tarif réservation est égal au tarif internat indiqué à l'article 2 du présent arrêté minoré du montant du forfait hospitalier général.

**Article 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles.

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210722-DDSPH2021-0028-AI  
Date de télétransmission : 22/07/2021  
Date de réception préfecture : 22/07/2021

**Article 5** : Le directeur général des services départementaux, la directrice générale adjointe chargée du développement social, le président du conseil d'administration de l'APF France handicap, le directeur du foyer d'accueil médicalisé « René Bonnet » à Tonneins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le

30 JUIN 2021

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
Le Directeur général des services par intérim



Gérard DAULHAC



DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Direction de l'autonomie  
Tarification des établissements sociaux et médico-sociaux

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne  
portant tarification 2021 du Foyer de vie avec accueil de jour « René Bonnet » à Tonneins**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** le code de l'action sociale et des familles,
- VU** l'arrêté en date du 24 octobre 2012 du Président du Conseil général diminuant la capacité du foyer de vie « René Bonnet » à Tonneins de 60 à 30 places, concomitamment à l'installation des 30 places du foyer d'accueil médicalisé (FAM) par transformation des 30 places du foyer de vie, soit 26 places d'internat permanent incluant 12 en appartements de ville, 1 place d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour avec file active,
- VU** l'arrêté du 12 janvier 2017 du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du foyer de vie « René Bonnet » à Tonneins, géré par l'association des paralysés de France (APF) pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 3 janvier 2017,
- VU** l'arrêté du 4 juin 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant modification de l'autorisation de fonctionnement du foyer de vie « René Bonnet » à Tonneins géré par l'APF France handicap en ramenant la capacité globale de 30 à 26 places dont : 22 places d'internat permanent incluant 8 en appartements de ville, 1 place d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour avec file active,
- VU** l'arrêté du 7 juillet 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant délégation de signature à Monsieur Gérard DAULHAC, directeur général adjoint des solidarités territoriales, éducatives et sportives, à l'effet de signer tous les arrêtés en cas d'absence ou d'empêchement du directeur général des services et de la directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,
- VU** la demande de participation présentée par le conseil d'administration de l'APF France handicap sise à Paris,
- VU** le rapport du directeur de l'autonomie,
- SUR** proposition du directeur général des services départementaux,

**- A R R E T E -**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le prix de journée moyen du foyer de vie « René Bonnet » implanté à Tonneins, issu du rapport du budget prévisionnel 2021 de l'autorité de tarification ressort à 243,80 €.

Les prix de journée applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au foyer de vie avec accueil de jour « René Bonnet », sont fixés comme suit :

Section "Internat" ..... 214,60 €

Section "Accueil de jour" ..... 139,81 €

**Article 2** : Le tarif réservation est égal au tarif internat indiqué à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté minoré du montant du forfait hospitalier général.

**Article 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4** : Le directeur général des services départementaux, la directrice générale adjointe chargée du développement social, le président du conseil d'administration de l'APF France handicap, le directeur du foyer de vie « René Bonnet » à Tonneins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le 30 JUIN 2021

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
Le Directeur général des services par intérim



Gérard DAULHAC



DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Direction de l'Autonomie  
Pôle des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant tarification 2021 du Service d'accompagnement à la vie sociale SAVS Vérone géré par l'association Amicale Laïque d'Agen à FOULAYRONNES,**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles,
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république et notamment son article 94 réaffirmant les compétences sociales des Conseils départementaux,
- VU** l'arrêté du Président du Conseil général de Lot-et-Garonne portant autorisation du SAVS de Vérone en date du 23 novembre 1993,
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 203 AJ 19 du 7 octobre 2019 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,
- VU** le rapport du Directeur de l'autonomie,
- SUR** proposition de la Directrice générale des services départementaux par intérim,

**- A R R E T E -**

**Article 1 :** La participation du Département au fonctionnement du service d'accompagnement à la vie sociale « Verone » est fixée pour l'année 2021 à :

**58 828,07 €**  
**Soit un tarif journalier de 16,20 €**

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : La Directrice générale des services départementaux par intérim, la Directrice générale adjointe chargée du développement social, le Président du conseil d'administration, sont chargés, chacun et chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département.

Agen, le **30 JUIN 2021**

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services  
départementaux par intérim,



Cécile INSERRA



**DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant tarification 2021 du Service d'accompagnement à la vie sociale SAVS L'Essor géré par l'association "L'Essor" à MEZIN,**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles,
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république et notamment son article 94 réaffirmant les compétences sociales des Conseils départementaux,
- VU** l'arrêté du 29 janvier 1998 du Président du Conseil général de Lot-et-Garonne portant autorisation d'un service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS),
- VU** l'arrêté du 26 janvier 2017 du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant renouvellement de l'autorisation du SAVS,
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 203 AJ 19 du 7 octobre 2019 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,
- VU** le rapport en date du 1<sup>er</sup> avril 2021 du Directeur de l'autonomie,
- SUR** proposition de la Directrice générale des services départementaux par intérim,

**- A R R E T E -**

**Article 1 :** La participation forfaitaire annuelle du Département au fonctionnement du Service d'accompagnement à la vie sociale SAVS L'ESSOR est fixée à :

**163 851,00 €**  
**Soit un tarif journalier de 22,45 €**

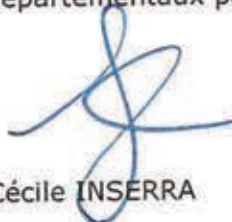
**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles.



**Article 3** : La Directrice générale des services départementaux par intérim, la Directrice générale adjointe chargée du développement social, le Président du conseil d'administration, sont chargés, chacun et chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département.

Agen le, **30 JUIN 2021**

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services  
départementaux par intérim,



Cécile INSERRA

**DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
**CONSEIL DEPARTEMENTAL**  
**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**ARRETE N° DGS-SA-20210004**

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne  
Fixant la composition de la Commission APA (attribution et conciliation)**

**La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article D 232-25
- VU** la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, modifiée par la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,
- VU** la délibération de la commission permanente du Conseil départemental N° C0501 en date du 20 mai 2016 décidant de maintenir les commissions APA,
- VU** la délibération du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 01 juillet 2021 prenant acte de l'élection de Madame Sophie BORDERIE à la présidence du Conseil départemental, dans les conditions de l'article L. 3122-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- SUR** proposition de la Directrice générale des services départementaux par intérim;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La Commission APA (attribution et conciliation) est présidée par la Présidente du Conseil départemental, représentée par :  
- Madame Annie MESSINA-VENTADOUX Conseillère départementale de Villeneuve-sur-Lot 2.

**ARTICLE 2** : Sont membres de la Commission de proposition APA :

2-1 en qualité de représentants du Département :

- Madame Cécile GENOVESIO, Conseillère départementale du Sud-Est Agenais,
- Le Directeur de l'Autonomie ou sa représentante,
- La responsable du pôle maintien à domicile au sein de la Direction de l'Autonomie.

2-2 en qualité de représentants des organismes de Sécurité Sociale :

- Madame Mireille VIGNALS, Administratrice à la Caisse de Retraite et Santé au travail (CARSAT) ou son représentant,
- Madame Claudine FAURE, Directrice de la Mutualité Sociale Agricole ou son représentant.

2-3 en qualité de représentant d'une institution sociale ou d'un organisme public social et médico-social :

- Monsieur Stéphane RAILO, Directeur de l'Association de Coordination REGAIN au titre de la Plateforme Territoriale d'Appui (PTA) ou un représentant de la PTA.

La commission pourra solliciter en tant que de besoin la présence d'experts et ou de personnes qualifiées pour éclairer la commission sur des situations individuelles complexes.

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210707-DGS-SA-20210004-AI  
Date de télétransmission : 07/07/2021  
Date de situation individuelle complétée : 07/07/2021

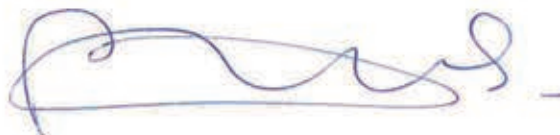
**ARTICLE 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Bordeaux dans le délai de DEUX mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur général des services départementaux et la Directrice générale adjointe du Développement Social, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs du Conseil départemental.

Tout recours contre cet acte sera porté devant le tribunal administratif dans les deux mois de l'accomplissement des mesures de publicité. Celui-ci peut notamment être saisi par l'application informatique TELERECOURS CITOYEN accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

AGEN, le 07 JUIL. 2021

La Présidente du Conseil départemental,



Sophie BORDERIE

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210707-DGS-SA-20210004-AI  
Date de télétransmission : 07/07/2021  
Date de réception préfecture : 07/07/2021



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne qui ANNULE ET REMPLACE l'arrêté fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Bel Air" à TOURNON-D'AGENAIS pour 2021 du 18 juin 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
- VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
- VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1er Juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration et Directrice générale des services par intérim ;
- VU** le courrier transmis le « **26 février 2021** » par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD "Bel Air" a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice **2021** ;
- VU** les propositions de modifications budgétaires de l'autorité de tarification transmises par courriel en date du **10 juin 2021** ;
- VU** l'accord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD "Bel Air" par courriel transmis le **11 juin 2021** ;
- SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Bel Air**" sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 331 742,72 €                             |
| Groupe II                            | 938 648,23 €                             |
| Groupe III                           | 523 737,68 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 794 128,63 €</b>                    |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 794 128,63 €</b>                    |

### ARTICLE 2 :

Le prix de journée **moyen** "Hébergement" pour **2021** à l'EHPAD "**Bel Air**" est fixé à **61,41 euros TTC**.

Le prix de journée "Hébergement" applicable à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** est fixé à **61,45 euros TTC**.

### ARTICLE 3

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "**Bel Air**" est fixé à **75,38 euros TTC** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021**.

### ARTICLE 4 :

Le prix de journée "Hébergement" de l'**accueil de jour** pour **2021** à l'EHPAD "**Bel Air**" est fixé à **46,09 euros TTC** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021**.

### ARTICLE 5 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "**Bel Air**" sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>472 473,46 €</b>           |



#### **ARTICLE 6 :**

Les tarifs "Dépendance" **moyens** pour **2021** à l'EHPAD "Bel Air" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **21,22 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **13,46 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,71 euros TTC**

Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **21,23 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,47 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,72 euros**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "Bel Air" est le suivant :

**266 326,56 euros**

#### **ARTICLE 7 :**

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **1 706,80 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **4 561,19 €**, soit un supplément de recettes de **2 854,39 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **4 561,19 €.**

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 6 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-4 561,19 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-2 854,39 €**

#### **ARTICLE 8 :**

Les tarifs "Dépendance" de l'**accueil de jour** pour **2021** pour l'EHPAD "Bel Air" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **15,92 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **10,10 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,72 euros**

et applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021.**

#### **ARTICLE 9 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

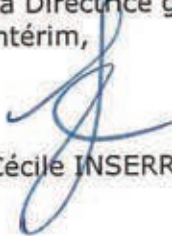
#### **ARTICLE 10 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Bel Air"** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le

08 JUL. 2021

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale adjointe des services par  
intérim,

  
Cécile INSERRA



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1er Juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration et Directrice générale des services par intérim ;

**VU** le courrier transmis le **30 octobre 2020** par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice **2021** ;

**VU** les propositions de modifications budgétaires complémentaires de l'autorité de tarification transmises par courriel en date du **28 juin 2021** ;

**VU** l'accord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** par courriel transmis le **1<sup>er</sup> juillet 2021** ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 379 828,17 €                             |
| Groupe II                            | 565 479,98 €                             |
| Groupe III                           | 258 135,73 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 203 443,88 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | 1 076,22 €                               |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 204 520,10 €</b>                    |

### **ARTICLE 2 :**

Le prix de journée **moyen** "Hébergement" pour **2021** à l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** est fixé à **65,94 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021**.

### **ARTICLE 3**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** est fixé à **81,30 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>280 382,57 €</b>           |



#### **ARTICLE 5 :**

Les tarifs "Dépendance" moyens pour **2021** à l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>22,60 euros TTC</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>14,34 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>6,09 euros TTC</b>  |

Les tarifs « Dépendance » applicables au **1<sup>er</sup> mai 2021** sont :

|                  |                    |
|------------------|--------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>23,18 euros</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>14,71 euros</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>6,24 euros</b>  |

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** est le suivant :

**164 639,64 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **2 418,25 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **1 257,21 €**, soit un déficit de recettes de **1 161,04 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **1 257,21 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 5 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-1 257,21 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+1 161,04 €**

#### **ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 8 :**

La directrice générale des services départementaux par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD Soleil d'Automne à TONNEINS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

08 JUL. 2021

AGEN, le

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Direction de l'Autonomie  
Pôle des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant tarification 2021 du service d'accompagnement à la vie sociale géré par l'association ADIPH 47 à Agen,**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles,
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république et notamment son article 94 réaffirmant les compétences sociales des Conseils départementaux,
- VU** l'arrêté du 15 juin 2010 du Président du Conseil général de Lot-et-Garonne autorisant l'association départementale d'insertion de personnes handicapées (ADIPH 47), sise à Mézin, à créer un service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) d'une capacité de 30 places à Sainte Livrade pour une durée de 15 ans,
- VU** l'arrêté du 15 novembre 2010 du Président du Conseil général de Lot-et-Garonne portant modification de l'autorisation de création d'un service qui accueille des personnes adultes handicapées désormais domicilié à Agen,
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,
- VU** le rapport du Directeur de l'autonomie en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- SUR** proposition de la Directrice générale des services départementaux par intérim,

**- A R R E T E -**

**Article 1 :** La participation du Département au fonctionnement du service d'accompagnement à la vie sociale géré par l'association ADIPH 47 à Agen est fixée pour l'année 2021 à :

**160 000,00 €  
Soit un tarif journalier de 21,82 €**

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210708-DDSPH2021-0022-AI  
Date de télétransmission : 08/07/2021  
Date de réception préfecture : 08/07/2021



**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : La Directrice générale des services départementaux par intérim, la Directrice générale adjointe chargée du développement social, le Président du conseil d'administration, sont chargés, chacun et chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département.

Agen, le 08 JUIL. 2021

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services  
départementaux par intérim,



Cécile INSERRA



**DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant tarification 2021 du service d'accompagnement à la vie sociale géré par l'association SAUVEGARDE à Agen,**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles,
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république et notamment son article 94 réaffirmant les compétences sociales des Conseils départementaux,
- VU** l'arrêté du 8 mai 2016 du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement accordé au SAVS Sauvegarde d'une capacité de 42 places et 50 suivis maximum en file active, pour une durée de 15 ans à compter du 3 janvier 2017,
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,
- VU** le rapport du Directeur de l'autonomie en date du 29 juin 2021,
- SUR** proposition de la Directrice générale des services départementaux par intérim,

**- A R R E T E -**

**Article 1 :** La participation du Département au fonctionnement du service d'accompagnement à la vie sociale géré par l'association Sauvegarde à Agen est fixée pour l'année 2021 à :

**444 826,12 €**  
**Soit un tarif journalier de 29,02 €**

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles.

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210708-DDSPH2021-0023-AI  
Date de télétransmission : 08/07/2021  
Date de réception préfecture : 08/07/2021

**Article 3** : La Directrice générale des services départementaux par intérim, la Directrice générale adjointe chargée du développement social, le Président du conseil d'administration, sont chargés, chacun et chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département.

Agen, le **08 JUIL. 2021**

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services  
départementaux par intérim,



Cécile INSERRA



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LOT- ET- GARONNE

Direction générale adjointe du développement social

Direction des actions sociales et d'insertion

**ARRETE N° DGS-SA-20210006**  
**portant désignation du Président de la Commission départementale**  
**du Revenu de Solidarité Active (CDRSA)**

**La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,**

**VU** la loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion, complétée par le décret n°2009-404 du 15 avril 2009 relatif au RSA, ayant pris effet le 1<sup>er</sup> juin 2009, succédant ainsi au dispositif du revenu minimum d'insertion (RMI),

**VU** l'article L. 3221-7 du Code général des collectivités territoriales autorisant le Président du Conseil départemental à procéder à la désignation des membres du Conseil départemental pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes,

**VU** la délibération du Conseil général du 23 juillet 2009 portant sur les conditions de mise en œuvre du RSA en Lot-et-Garonne,

**VU** l'arrêté du 6 juillet 2009 du Président du Conseil général instituant une « Commission départementale du revenu de solidarité active » (CDRSA), chargée de statuer sur les différents types de situations individuelles de demandeurs ou allocataires du RSA,

**VU** la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 prenant acte de l'élection de Mme Sophie BORDERIE à la présidence du Conseil départemental dans les conditions de l'article L. 3122-1 du Code général des collectivités territoriales,

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Alain PICARD, conseiller départemental en charge de l'insertion, est désigné pour siéger, par délégation de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne, en qualité de Président de la Commission départementale du RSA.

**ARTICLE 2 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département. Tout recours contre cet acte sera porté devant le tribunal administratif dans les deux mois de l'accomplissement des mesures de publicité. Celui-ci peut notamment être saisi par l'application informatique TELERECOURS CITOYEN accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le

12 JUL. 2021

La Présidente du Conseil départemental

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210712-DGS-SA-20210006-AI  
Date de télétransmission : 13/07/2021  
Date de réception préfecture : 13/07/2021



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DE LOT- ET- GARONNE**

**Direction de l'Autonomie**

**Service Accueil Familial**

**ARRETE N° DGS-SA-20210007**

**Arrêté relatif à la composition de la commission consultative de retrait  
d'agrément des accueillants familiaux pour les personnes âgées et personnes  
adultes en situation de handicap de Lot-et-Garonne**

**La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,**

**VU** l'article L. 3221-7 du Code général des collectivités territoriales autorisant le Président du Conseil départemental à procéder à la désignation des membres du Conseil départemental pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes,

**VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.441-2 et suivants et les articles R.441-1 et suivants relatifs à la commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux pour les personnes âgées et personnes adultes en situation de handicap,

**VU** la délibération du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 1<sup>er</sup> juillet 2021 prenant acte de l'élection de Madame Sophie Borderie à la présidence du Conseil départemental de Lot-et-Garonne dans les conditions de l'article L. 3122-1 du Code général des collectivités territoriales

SUR proposition de la Directrice générale des services par intérim,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : En application de l'article L441-2 du code de l'Action sociale et des familles, une commission consultative de retrait est instituée.

Elle est présidée par Madame Annie MESSINA-VENTADOUX Conseillère départementale, Vice-présidente de la commission Développement social, démographie médicale, insertion et habitat, représentant la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne en application de l'article R441-13 du code de l'Action sociale et des familles.

**ARTICLE 2** : Le nombre des membres de la commission consultative est fixé à six personnes.

Sont désignées membres de la commission consultative, ou suppléants les personnes suivantes :

| Organismes  | Titulaires                  | Suppléants                   |
|-------------|-----------------------------|------------------------------|
| Département | Mme Annie MESSINA-VENTADOUX | Mme Christine GONZATO-ROQUES |
|             | Mme Céline CROS-ROQUE       | M. Stéphane GUENON           |

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210712-DGS-SA-20210007-AI  
Date de télétransmission : 13/07/2021  
Date de réception préfecture : 13/07/2021



|                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Associations et organisations représentant les personnes âgées et les personnes handicapées et leur famille                      | Mme Patricia SAZI<br>Association des Paralysés de France 47<br><br>Mme Marie-Chrystine LAVERGNE DE CERVAL<br>Présidente de l'Union Départementale des Associations Familiales 47   | Mme Josiane STROMBONI<br>Collectif Inter Associatif Handicap Toutes Déficiences 47<br><br>Monsieur Arnaud PERONNE<br>Directeur de l'Union Départementale des Associations Familiales 47                                                              |
| Personnes qualifiées dans le domaine de la prise en charge sanitaire et sociale des personnes âgées et des personnes handicapées | Mme Colette RYCKWAERT,<br>ALMA Allo Maltraitance<br>Personnes âgées/personnes vulnérables<br><br>Mme Sandrine CLEMENT,<br>Directrice du Centre Habitat et Vie Sociale de l'agenais | Mme Françoise TESTUT<br>Directrice des Etablissements d'Hébergement pour personnes âgées dépendantes d'Aiguillon, Damazan, Feugarolles, Port-Sainte-Marie<br><br>Mme Isabelle FILLOL<br>Directrice du Foyer médicalisé et du Foyer de Vie La Ferette |

**ARTICLE 3 :** Le Directeur général des services et la Directrice générale adjointe du Développement social sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'Etat dans le Département, affiché dans les locaux du Département et inséré au Recueil des Actes administratifs du Conseil départemental.

Tout recours contre cet acte sera porté devant le tribunal administratif dans les deux mois de l'accomplissement des mesures de publicité. Celui-ci peut notamment être saisi par l'application informatique TELERECOURS CITOYEN accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le 12 JUL. 2021

La Présidente du Conseil départemental



Sophie BORDERIE

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210712-DGS-SA-20210007-AI  
Date de télétransmission : 13/07/2021  
Date de réception préfecture : 13/07/2021

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DE LOT- ET- GARONNE**

---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**  
**Direction Enfance - Famille**

**ARRETE N° DGS-SA-20210009**

**portant désignation de conseillers départementaux pour représenter le  
Département au sein de l'Observatoire départemental de la protection de  
l'enfance (ODPE)**

**La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,**

**VU** l'article L. 3221-7 du Code général des collectivités territoriales autorisant le Président du Conseil départemental à procéder à la désignation des membres du Conseil départemental pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes,

**VU** le décret n° 2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du Code de l'action sociale et des familles et relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance,

**VU** la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 prenant acte de l'élection de Mme Sophie BORDERIE à la présidence du Conseil départemental dans les conditions de l'article L. 3122-1 du Code général des collectivités territoriales,

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les personnes ci-dessous sont désignées comme membres de l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance en qualité de représentants du Département de Lot-et-Garonne :

- Madame GONZATO-ROQUES Christine,
- Madame MESSINA-VENTADOUX Annie,
- Monsieur PICARD Alain,
- Madame MAILLARD Clarisse,
- Madame GRENIER Marie-Laure.

**ARTICLE 2** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département. Tout recours contre cet acte sera porté devant le tribunal administratif dans les deux mois de l'accomplissement des mesures de publicité. Celui-ci peut notamment être saisi par l'application informatique TELERECOURS CITOYEN accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le **12 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil départemental

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210712-DGS-SA-20210009-AI  
Date de télétransmission : 13/07/2021  
Date de réception préfecture : 13/07/2021

Sophie BORDERIE



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Résidence Bellevue" à DURAS pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence Bellevue**" sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>466 354,45 €</b>           |

### **ARTICLE 2 :**

Les tarifs **moyens** "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Bellevue**" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **23,09 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **14,65 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **6,22 euros**

Les tarifs "Dépendance" **applicable à compter du 1er juillet 2021** à l'EHPAD "**Résidence Bellevue**" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **23,47 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **14,89 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **6,32 euros**

Les tarifs "Dépendance" **applicable à compter du 1er juillet 2021** à l'EHPAD "**Résidence Bellevue**" à **DURAS** pour l'accueil de jour sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **17,60 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **11,17 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **6,32 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence Bellevue**" est le suivant :

**182 338,68 euros**

### **ARTICLE 3**

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,  
le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **8 021.56 €**.  
Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **21 595.96 €**,  
soit un supplément de recettes de **13 574,40 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **21 595,96 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-21 595,96 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-13 574,40€**

Ce montant prévisionnel sera déduit du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021** à **17,44 euros (TTC)**.

### **ARTICLE 5 :**

Le prix de journée « dépendance » 2021 applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans pour **l'accueil de jour** à l'EHPAD "**Résidence Bellevue**" est fixé à **13,08 euros TTC** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021**.

### **ARTICLE 6 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

### **ARTICLE 7 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et la directrice de l'EHPAD "**Résidence Bellevue**" à **DURAS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le

**12 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,

  
Cécile INSERRA

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210712-DDSPA2021-0059-AI  
Date de télétransmission : 12/07/2021  
Date de réception préfecture : 12/07/2021



---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Fontaine-Bazeille" à STE-BAZEILLE pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence Fontaine-Bazeille**" sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>401 365.28 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les tarifs **moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Fontaine-Bazeille**" à **STE-BAZEILLE** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **22,33 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **14,17 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **6,01 euros TTC**

Les tarifs "Dépendance" pour **2021 applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021** à l'EHPAD "**Résidence Fontaine-Bazeille**" à **STE-BAZEILLE** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **22,20 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **14,09 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,98 euros TTC**

Les tarifs "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Fontaine-Bazeille**" à **STE-BAZEILLE applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021** pour l'accueil de jour sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **16,65 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **10,57 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,98 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence Fontaine-Bazeille**" est le suivant :

**189 309,12 euros TTC**

### **ARTICLE 3 :**

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,  
le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **27 993,83 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **29 278,75 €**, soit un supplément de recettes de **1 284,92 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **29 278,75 €.**

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-29 278,75 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-1 284,92 €**

### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021** à **16,43 euros (TTC).**

### **ARTICLE 5 :**

Le prix de journée « dépendance » des moins de 60 ans 2021 applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans pour **l'accueil de jour** à l'EHPAD "**Résidence Fontaine-Bazeille**" est fixé à **12,32 euros TTC** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021.**

### **ARTICLE 6 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

### **ARTICLE 7 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD "**Résidence Fontaine-Bazeille**" à **STE-BAZEILLE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **12 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence La Tour de Pujois" à VILLENEUVE-SUR-LOT pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence La Tour de Pujols**" sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>464 174,49 €</b>               |

### **ARTICLE 2 :**

Les tarifs moyens "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence La Tour de Pujols**" à **VILLENEUVE-SUR-LOT** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,88 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **13,25 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,62 euros TTC**

Les tarifs "Dépendance" applicable à compter **1<sup>er</sup> juillet 2021** à l'EHPAD "**Résidence La Tour de Pujols**" à **VILLENEUVE-SUR-LOT** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,87 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **13,24 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,61 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence La Tour de Pujols**" est le suivant :

**257 424,84 euros TTC**

### **ARTICLE 3 :**

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **32 630,81 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **38 956,08 €,**  
soit un supplément de recettes de **6 325.27 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **38 956,08 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-38 956,08 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-6 325,27 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> juillet à 16,92 euros (TTC)**.

#### **ARTICLE 5 :**

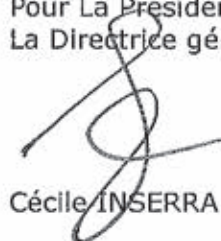
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence La Tour de Pujols"** à **VILLENEUVE-SUR-LOT** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **12 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence de Beurre" à VILLENEUVE-SUR-LOT pour 2021.**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence de Beurre**" sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>208 403,03 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence de Beurre**" à **VILLENEUVE-SUR-LOT** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>18,20 euros TT</b>  |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>11,55 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>4,90 euros TTC</b>  |

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** à l'EHPAD "**Résidence de Beurre**" à **VILLENEUVE-SUR-LOT** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>17,83 euros TTC</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>11,31 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>4,80 euros TTC</b>  |

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence de Beurre**" est le suivant :

**136 539,96 euros TTC**

### ARTICLE 3 :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,  
le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **7 753,85 €**.  
Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **4 378,45 €** soit un déficit de recettes de **3 375,40 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **4 378,45 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-4 378,45 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+3 375,40 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021 à 16,51 euros (TTC).**

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence de Beurre"** à **VILLENEUVE-SUR-LOT** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **12 JUIL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence du Château" à NERAC pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'**EHPAD "Résidence du Château"** sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>480 935,87 €</b>               |

### **ARTICLE 2 :**

Les tarifs **moyens** "Dépendance" pour **2021** à l'**EHPAD "Résidence du Château"** à **NERAC** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **22,66 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **14,38 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **6,10 euros TTC**

Les tarifs "Dépendance" **applicable à compter du 1er juillet 2021** à l'**EHPAD "Résidence du Château"** à **NERAC** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **22,89 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **14,52 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **6,16 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'**EHPAD "Résidence du Château"** est le suivant :

**218 773,32 euros TTC**

### **ARTICLE 3 :**

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **12 965,80 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **12 427,54€,**  
soit un déficit de recettes de **538,26 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **12 427,54 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-12 427,54€**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+538,26 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021 à 16,33 euros (TTC)**.

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence du Château" à NERAC** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **12 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Le Hameau de Prayssas" à PRAYSSAS pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
- VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
- VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;
- SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence Le Hameau de Prayssas**" sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>397 269,87 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les tarifs **moyens** "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Le Hameau de Prayssas**" à **PRAYSSAS** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>20,13 euros TTC</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>12,78 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>5,42 euros TTC</b>  |

Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021** à l'EHPAD "**Résidence Le Hameau de Prayssas**" à **PRAYSSAS** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>20,26 euros TTC</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>12,85 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>5,45 euros TTC</b>  |

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence Le Hameau de Prayssas**" est le suivant :

**229 125,60 euros TTC**

### ARTICLE 3 :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,  
le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **24 823,61 €**.  
Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **26 502,91 €**,  
soit un supplément de recettes de **1 679,30 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **26 502,91 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-26 502,91 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-1 679,30 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021 à 16,13 euros (TTC)**.

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence Le Hameau de Prayssas"** à **PRAYSSAS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **12 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence du Lac" à CASTELJALOUX pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence du Lac**" sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>329 020,67 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les tarifs **moyens** "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence du Lac**" à **CASTELJALOUX** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,44 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **12,97 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,50 euros TTC**

Les tarifs "Dépendance" **applicables à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021** à l'EHPAD "**Résidence du Lac**" à **CASTELJALOUX** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,84 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **13,13 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,61 euros TTC**

et applicables **à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021**.

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence du Lac**" est le suivant :

**194 210,64 euros TTC**

### ARTICLE 3 :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **56,56 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **3 985.01€**, soit un supplément de recettes de **3 928,45 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **3 985,01 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-3 985,01 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-3 928.45 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** à **16,96 euros (TTC)**.

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence du Lac"** à **CASTELJALOUX** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **12 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs  
dépendance de l'EHPAD "Résidence les Magnolias" à AGEN pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence les Magnolias**" sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>492 633,32 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les tarifs **moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence les Magnolias**" à **AGEN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **21,96 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **13,94 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,91 euros TTC**

Les tarifs "**Dépendance**" applicables à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021** à l'EHPAD "**Résidence les Magnolias**" à **AGEN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **22,39 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **14,21 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **6,03 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence les Magnolias**" est le suivant :

**261 165,84 euros TTC**

### ARTICLE 3 :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **19 904.41 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **20 172.48 €**, soit un supplément de recettes de **268.07 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **20 172.48 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-20 172.48€**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-268.07 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2021 à 16,63 euros (TTC).**

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence les Magnolias"** à **AGEN** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **12 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Zoppola" à TONNEINS pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence Zoppola**" sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>263 820,73 €</b>               |

### **ARTICLE 2 :**

Les tarifs **moyens** dépendance "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Zoppola**" à **TONNEINS** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **19,77 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **12,55 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,32 euros TTC**

Les tarifs "Dépendance" applicable **à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021** à l'EHPAD "**Résidence Zoppola**" à **TONNEINS** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **19,85 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **12,59 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,34 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence Zoppola**" est le suivant :

**171 348,84 euros TTC**

### **ARTICLE 3 :**

L'article 3 de l'arrêté du 18 juin 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **7 639,33€.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **6 291,64€**, soit un déficit de recettes de **1 347,69 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **6 291,64 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-6 291,64 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+1 347,69 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021 à 16,67 euros (TTC).

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence Zoppola"** à **TONNEINS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **12 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil Départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 10 mars 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'AIGUILLON pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
- VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
- VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
- VU** l'arrêté du 10 mars 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'AIGUILLON pour 2021 ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;
- SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'**EHPAD d'AIGUILLON** sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 434 150,78 €                             |
| Groupe II                            | 1 420 947,92 €                           |
| Groupe III                           | 817 534,02 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>2 672 632,72 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | /                                        |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>2 672 632,72 €</b>                    |

### **ARTICLE 2 :**

Le **prix de journée moyen "Hébergement"** pour **2021** à l'**EHPAD d'AIGUILLON** est fixé à **55,44 euros**.

Le **prix de journée "Hébergement"** pour **2021** à l'**EHPAD d'AIGUILLON** est fixé à **55,54 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> février 2021**.

### **ARTICLE 3**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'**EHPAD d'AIGUILLON** est fixé à **73,24 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> février 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'**EHPAD d'AIGUILLON** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>773 923,68 €</b>           |

#### **ARTICLE 5 :**

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'**EHPAD d'AIGUILLON** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **19,98 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,68 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,38 euros**

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> février 2021** à l'**EHPAD d'AIGUILLON** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **19,95 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,66 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,37 euros**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'**EHPAD d'AIGUILLON** est le suivant :

**518 600,40 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 10 mars 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **835,96 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **139,52 €**, soit un déficit de recettes de **696,44 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **696,44 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-139,52 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+696,44 €**

#### **ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 8 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD d'AIGUILLON** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 28 janvier 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « La Bourdette » à ASTAFFORT pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
- VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
- VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
- VU** l'arrêté du 28 janvier 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « La Bourdette » à ASTAFFORT pour 2021 ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;
- SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD « La Bourdette » à **ASTAFFORT** sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 305 740,62 €                             |
| Groupe II                            | 722 623,64 €                             |
| Groupe III                           | 572 933,61 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 601 297,87 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | - 13 369,51 €                            |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 614 667,38 €</b>                    |

### ARTICLE 2 :

Le prix de journée "Hébergement" pour **2021** à l'EHPAD « La Bourdette » à **ASTAFFORT** est fixé à **61,00 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### ARTICLE 3

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD « La Bourdette » à **ASTAFFORT** est fixé à **78,87 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### ARTICLE 4 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD « La Bourdette » à **ASTAFFORT** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>458 558,07 €</b>           |

### ARTICLE 5 :

Les tarifs "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD « La Bourdette » à **ASTAFFORT** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,16 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,79 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,43 euros**

et applicables à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'**EHPAD « La Bourdette » à ASTAFFORT** est le suivant :

**294 364,80 euros**

**ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 28 janvier 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **2 384,00 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **131,74 €**, soit un déficit de recettes de **2 252,26 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **131,74 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-131,74 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+2 252,26 €**

**ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 8 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD « La Bourdette » à ASTAFFORT** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 28 janvier 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Gaston Carrère" de CASSENEUIL pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 28 janvier 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Gaston Carrère" de CASSENEUIL pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Gaston Carrère**" de **CASSENEUIL** sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 402 502,49 €                             |
| Groupe II                            | 1 050 887,87 €                           |
| Groupe III                           | 518 077,57 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 971 467,93 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | /                                        |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 971 467,93 €</b>                    |

### **ARTICLE 2 :**

Le prix de journée "Hébergement" pour **2021** à l'EHPAD "**Gaston Carrère**" de **CASSENEUIL** est fixé à **58,52 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### **ARTICLE 3**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "**Gaston Carrère**" de **CASSENEUIL** est fixé à **75,94 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "**Gaston Carrère**" de **CASSENEUIL** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>561 133,59 €</b>           |

### **ARTICLE 5 :**

Les tarifs "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Gaston Carrère**" de **CASSENEUIL** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,85 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,23 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,61 euros**

et applicables à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Gaston Carrère**" de **CASSENEUIL** est le suivant :

**356 013,96 euros**

**ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 28 janvier 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **6 672,27 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **4 553,58 €**, soit un déficit de recettes de **2 118,69 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **4 553,58 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-4 553,58 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+2 118,69 €**

**ARTICLE 7 :**

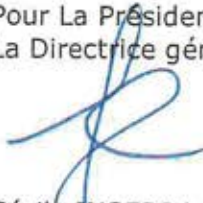
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 8 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD "**Gaston Carrère**" de **CASSENEUIL** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 13 avril 2021 fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD « Château de Pardiac » à SAMAZAN pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
  - VU** le code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
  - VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
  - VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
  - VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
  - VU** l'arrêté du 13 avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD « Château de Pardiac » à Samazan pour 2021 ;
  - VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;
- SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'**EHPAD « Château de Pardiac »** à **SAMAZAN** sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>406 592,51 €</b>               |

### **ARTICLE 2 :**

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'**EHPAD « Château de Pardiac »** à **SAMAZAN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **26,78 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **17,00 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **7,21 euros TTC**

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** à l'**EHPAD « Château de Pardiac »** à **SAMAZAN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **27,70 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **17,57 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **7,46 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'**EHPAD Château de Pardiac** est le suivant :

**218 270,64 euros TTC**

### **ARTICLE 3 :**

L'article 3 de l'arrêté du 13 avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **341,28 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **275,05 €**, soit un déficit de recettes de **66,23 €**.



Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **275,05 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-275,05 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+66,23 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> avril 2021 à 15,66 euros TTC**.

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD « Château de Pardiac » à SAMAZAN** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 29 avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Les Deux Vallées" de SOS-EN-ALBRET pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
- VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
- VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
- VU** l'arrêté du 29 avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance l'EHPAD "Les Deux Vallées" de SOS-EN-ALBRET pour 2021 ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;
- SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "Les Deux Vallées" de **SOS-EN-ALBRET** sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 265 787,32 €                             |
| Groupe II                            | 733 656,85 €                             |
| Groupe III                           | 394 602,41 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 394 046,58 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | - 12 130,61 €                            |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 406 177,19 €</b>                    |

### ARTICLE 2 :

Le **prix de journée moyen "Hébergement"** pour **2021** à l'EHPAD "Les Deux Vallées" de **SOS-EN-ALBRET** est fixé à **62,08 euros**.

Le **prix de journée "Hébergement"** pour **2021** à l'EHPAD "Les Deux Vallées" de **SOS-EN-ALBRET** est fixé à **62,35 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> avril 2021**.

### ARTICLE 3

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "Les Deux Vallées" de **SOS-EN-ALBRET** est fixé à **78,61 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> avril 2021**.

### ARTICLE 4 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "Les Deux Vallées" de **SOS-EN-ALBRET** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>331 383,65 €</b>           |

### ARTICLE 5 :

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "Les Deux Vallées" de **SOS-EN-ALBRET** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,28 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,87 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,46 euros**

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210719-DDSPA2021-0075-AI  
Date de télétransmission : 19/07/2021  
Date de réception préfecture : 19/07/2021

Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 à l'EHPAD "Les Deux Vallées" de SOS-EN-ALBRET sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,29 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,87 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,46 euros**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "Les Deux Vallées" de SOS-EN-ALBRET est le suivant :

**198 830,16 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 29 avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **3 679,55 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **1 721,27 €**, soit un déficit de recettes de **1 958,28 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **1 721,27 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-1 721,27 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+1 958,28 €**

#### **ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 8 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD "Les Deux Vallées" de SOS-EN-ALBRET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,

  
Cécile INSERRA

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210719-DDSPA2021-0075-AI  
Date de télétransmission : 19/07/2021  
Date de réception préfecture : 19/07/2021



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
- VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
- VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance l'USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;
- SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'**USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021     |                     |
|--------------|---------------------|---------------------|
|              | Hébergement         | Dépendance          |
| Titre I      | 372 591,47 €        | 282 062,11 €        |
| Titre III    | 282 646,65 €        | 31 704,70 €         |
| Titre IV     | 130 833,00 €        | 0,00 €              |
| <b>TOTAL</b> | <b>786 071,12 €</b> | <b>313 766,81 €</b> |

### **ARTICLE 2 :**

Le **prix de journée moyen "Hébergement"** pour **2021** à l'**USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** est fixé à **57,49 euros**.

Le **prix de journée "Hébergement"** pour **2021** à l'**USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** est fixé à **57,50 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021**.

### **ARTICLE 3**

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'**USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **23,00 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **14,59 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **6,19 euros**

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021** à l'**USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **23,02 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **14,60 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **6,20 euros**

La dotation annuelle totale **2021** versée par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'**USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** est la suivante :

➤ Dotation annuelle arrêtée au budget prévisionnel **2021 : 191 994,53 euros**.



#### **ARTICLE 4 :**

Le prix de journée **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'**USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** est fixé à **79,10 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021**.

#### **ARTICLE 5 :**

L'article 5 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **908,01 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **755,12 €**, soit un déficit de recettes de **152,89 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **755,12 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-755,12 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+152,89 €**

#### **ARTICLE 6 :**

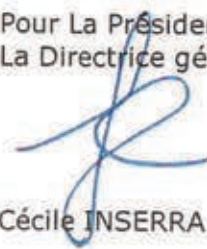
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 7 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**USLD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,

  
Cécile INSERRA



---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 16 février 2021 fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD « Résidence de Raymond » à AGEN pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 16 février 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD « De Raymond » à Agen pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD « **Résidence de Raymond** » à **AGEN** sont autorisées comme suit :

|              |                               |
|--------------|-------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
| <b>TOTAL</b> | <b>404 973,84 €</b>           |

### **ARTICLE 2 :**

Les **tarifs moyens « Dépendance »** pour **2021** à l'EHPAD « **Résidence de Raymond** » à **AGEN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,05 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,72 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,40 euros**

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021** à l'EHPAD « **Résidence de Raymond** » à **AGEN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,12 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,77 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,42 euros**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD « **Résidence de Raymond** » à **AGEN** est le suivant :

**226 686,12 euros**

### **ARTICLE 3 :**

L'article 3 de l'arrêté du 16 février 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **14 022,40 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **15 482,21 €**, soit un supplément de recettes de **1 459,81 €**.



Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **15 482,21 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-15 482,21 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-1 459,81 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021 à 17,73 euros**.

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD « Résidence de Raymond » à AGEN** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Section Hébergement |
|--------------|----------------------------------------|
| Titre I      | 1 392 714,00 €                         |
| Titre III    | 1 149 036,39 €                         |
| Titre IV     | 605 704,00 €                           |
| <b>TOTAL</b> | <b>3 147 454,39 €</b>                  |

### ARTICLE 2 :

Le **prix de journée moyen "Hébergement"** pour **2021** à l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** est fixé à **56,84 euros**.

Le **prix de journée "Hébergement"** pour **2021** à l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** est fixé à **56,86 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021**.

### ARTICLE 3

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à **EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** est fixé à **74,13 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021**.

### ARTICLE 4 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>894 110,10 €</b>           |

### ARTICLE 5 :

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen** sont fixés à :

|                  |                    |
|------------------|--------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>20,66 euros</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>13,11 euros</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>5,56 euros</b>  |



Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021 à l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,65 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,11 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,56 euros**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen est le suivant :

**584 703,36 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **2 568,40 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **3 672,47 €**, soit un supplément de recettes de **1 104,07 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **3 672,47 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **- 3 672,47 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **- 1 104,07 €**

#### **ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 8 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site d'Agen sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,

  
Cécile INSERRA

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210719-DDSPA2021-0076-AI  
Date de télétransmission : 19/07/2021  
Date de réception préfecture : 19/07/2021



---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Section Hébergement |
|--------------|----------------------------------------|
| Titre I      | 1 478 964,11 €                         |
| Titre III    | 1 748 126,31 €                         |
| Titre IV     | 609 954,00 €                           |
| <b>TOTAL</b> | <b>3 837 044,42 €</b>                  |

### ARTICLE 2 :

Le **prix de journée moyen "Hébergement"** pour **2021** à l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac** est fixé à **56,28 euros**.

Le **prix de journée "Hébergement"** pour **2021** à l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac** est fixé à **56,29 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021**.

### ARTICLE 3

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac** est fixé à **75,07 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021**.

### ARTICLE 4 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>1 205 188,25 €</b>         |

### ARTICLE 5 :

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'**EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac** sont fixés à :

|                  |                    |
|------------------|--------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>22,52 euros</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>14,29 euros</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>6,06 euros</b>  |



Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021 à l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac sont fixés à :

|                  |                    |
|------------------|--------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>22,50 euros</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>14,28 euros</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>6,06 euros</b>  |

et applicables à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021.

Le Forfait Global Dépendance 2021 versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac est le suivant :

**770 062,44 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **6 504,41 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **10 840,94 €**, soit un supplément de recettes de **4 336,53 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **10 840,94 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-10 840,94 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-4 336,53 €**

#### **ARTICLE 7 :**

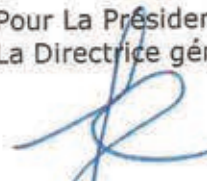
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 8 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD du CH Agen-Nérac, site de Nérac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210719-DDPS2021-0081-AI  
Date de télétransmission : 19/07/2021  
Date de réception préfecture : 19/07/2021



---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 28 janvier 2021 fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Louis IX" à LAMONTJOIE pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
  - VU** le code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
  - VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
  - VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
  - VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
  - VU** l'arrêté du 28 janvier 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD « Maison Saint Martin » à Layrac pour 2021 ;
  - VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;
- SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "Louis IX" à LAMONTJOIE sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>448 180,41 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les tarifs "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "Louis IX" à LAMONTJOIE sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **21,96 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **13,93 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,91 euros TTC**

et applicables à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "Louis IX" à LAMONTJOIE est le suivant :

**213 767,88 euros TTC**

### ARTICLE 3 :

L'article 3 de l'arrêté du 28 janvier 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **3 580,60 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **4 385,36 €**, soit un supplément de recettes de **804,76 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **4 385,36 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-4 385,36 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-804,76 €**



#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021 à 17,73 euros TTC.**

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Louis IX" à LAMONTJOIE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **1 9 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 29 avril 2021 fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD « Maison Saint Martin » à LAYRAC pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 29 avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD « Maison Saint Martin » à Layrac pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD « **Maison Saint Martin** » à **LAYRAC** sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>413 831,30 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD « **Maison Saint Martin** » à **LAYRAC** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>20,51 euros TTC</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>13,02 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>5,52 euros TTC</b>  |

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** à l'EHPAD « **Maison Saint Martin** » à **LAYRAC** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>20,53 euros TTC</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>13,03 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>5,53 euros TTC</b>  |

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD « **Maison Saint Martin** » à **LAYRAC** est le suivant :

**220 599,48 euros TTC**

### ARTICLE 3 :

L'article 3 de l'arrêté du 29 avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **5 878,56 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **11 586,14 €**, soit un supplément de recettes de **5 707,58 €**.



Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **11 586,14 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-11 586,14 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-5 707,58 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021 à 17,73 euros TTC**.

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD « Maison Saint Martin » à LAYRAC** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Les Remparts" à AGEN pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Les Remparts" à Agen pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence Les Remparts**" sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>557 718,90 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Les Remparts**" à **AGEN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **23,26 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **14,76 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **6,26 euros TTC**

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** à l'EHPAD "**Résidence Les Remparts**" à **AGEN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **22,97 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **14,58 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **6,18 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence Les Remparts**" est le suivant :

**302 517,96 euros TTC**

### ARTICLE 3 :

L'article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **19 368,48 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **21 341,74 €,** soit un supplément de recettes de **1 973,26 €.**



Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **21 341,74 €.**

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-21 341,74 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-1 973,26 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021 à 17,73 euros TTC.**

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence Les Remparts"** à **AGEN** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUIL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA



---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 29 avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
- VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
- VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
- VU** l'arrêté du 29 avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN pour 2021 ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;
- SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 405 689,16 €                             |
| Groupe II                            | 1 180 598,29 €                           |
| Groupe III                           | 635 240,10 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>2 221 527,55 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | - 20 500,00 €                            |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>2 242 027,55 €</b>                    |

### **ARTICLE 2 :**

Le **prix de journée moyen "Hébergement"** pour **2021** à l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN est fixé à **58,52 euros**.

Le **prix de journée "Hébergement"** pour **2021** à l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN est fixé à **58,66 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> avril 2021**.

### **ARTICLE 3**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN est fixé à **75,63 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> avril 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>590 203,26 €</b>           |

### **ARTICLE 5 :**

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,67 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,12 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,56 euros**

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210719-DDSPA2021-0078-AI  
Date de télétransmission : 19/07/2021  
Date de réception préfecture : 19/07/2021

Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 à l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,69 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,13 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,57 euros**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN est le suivant :

**348 999,60 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 29 avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **0,00 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **136,08 €**, soit un supplément de recettes de **136,08 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **136,08 €.**

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-136,08 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-136,08 €**

#### **ARTICLE 7 :**

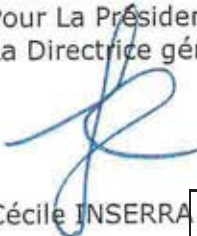
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 8 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD "L'Orée des Bois" de MEZIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,

  
Cécile INSERRA

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210719-DDSPA2021-0078-AI  
Date de télétransmission : 19/07/2021  
Date de réception préfecture : 19/07/2021



---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 3 mars 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Sainte-Catherine" de PORT-SAINT-MARIE pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 3 mars 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Saint Catherine » de PORT-SAINT-MARIE pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Sainte-Catherine**" de **PORT-SAINT-MARIE** sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 227 154,55 €                             |
| Groupe II                            | 740 428,93 €                             |
| Groupe III                           | 428 117,60 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 395 701,08 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | /                                        |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 395 701,08 €</b>                    |

### **ARTICLE 2 :**

Le **prix de journée moyen "Hébergement"** pour **2021** à l'EHPAD "**Sainte-Catherine**" de **PORT-SAINT-MARIE** est fixé à **56,83 euros**.

Le **prix de journée "Hébergement"** pour **2021** à l'EHPAD "**Sainte-Catherine**" de **PORT-SAINT-MARIE** est fixé à **56,86 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> février 2021**.

### **ARTICLE 3 :**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "**Sainte-Catherine**" de **PORT-SAINT-MARIE** est fixé à **73,89 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> février 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "**Sainte-Catherine**" de **PORT-SAINT-MARIE** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>403 377,01 €</b>           |

#### **ARTICLE 5 :**

Les tarifs moyens "Dépendance" pour 2021 à l'EHPAD "Sainte-Catherine" de PORT-SAINT-MARIE sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,17 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,80 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,43 euros**

Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du 1<sup>er</sup> février 2021 à l'EHPAD "Sainte-Catherine" de PORT-SAINT-MARIE sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,19 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,81 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,44 euros**

Le Forfait Global Dépendance 2021 versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "Sainte-Catherine" de PORT-SAINT-MARIE est le suivant :

**258 941,16 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 3 mars 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **0,00 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **2 125,78 €,** soit un supplément de recettes de **2 125,78 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **2 125,78 €.**

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-2 125,78 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-2 125,78 €**

#### **ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.



**ARTICLE 8 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Sainte-Catherine" de PORT-SAINT-MARIE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUIL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Saint-Exupéry" à MARMANDE pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillessement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Saint-Exupéry" à Marmande pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "Résidence Saint-Exupéry" à **MARMANDE** sont autorisées comme suit :

|              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
| <b>TOTAL</b> | <b>586 074,33 €</b>               |

### ARTICLE 2 :

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "Résidence Saint-Exupéry" à **MARMANDE** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>20,58 euros TTC</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>13,06 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>5,54 euros TTC</b>  |

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** à "Résidence Saint-Exupéry" à **MARMANDE** sont fixés à :

|                  |                        |
|------------------|------------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>20,95 euros TTC</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>13,30 euros TTC</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>5,64 euros TTC</b>  |

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "Résidence Saint-Exupéry" à **MARMANDE** est le suivant :

**314 311,56 euros TTC**

### ARTICLE 3 :

L'article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **28 221,47 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **31 437,48 €**, soit un supplément de recettes de **3 216,01 €**.



Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **31 437,48 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-31 437,48 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-3 216,01 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021 à 17,73 euros TTC**.

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence Saint-Exupéry" à MARMANDE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Saint-Jean" à AGEN pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs dépendance de l'EHPAD "Résidence Saint-Jean" à Agen pour 2021 ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 014 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale des services par intérim ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;



## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence Saint-Jean**" à **AGEN** sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance TTC |
|--------------|-----------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>452 479,10 €</b>               |

### **ARTICLE 2 :**

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Saint-Jean**" à **AGEN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **22,01 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **13,97 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,92 euros TTC**

Les **tarifs "Dépendance"** applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** à l'EHPAD "**Résidence Saint-Jean**" à **AGEN** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **22,18 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **14,08 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,97 euros TTC**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Résidence Saint-Jean**" à **AGEN** est le suivant :

**203 652,36 euros TTC**

### **ARTICLE 3 :**

L'article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **24 651,07 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **25 023,61 €**, soit un supplément de recettes de **372,54 €**.



Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **25 023,61 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-25 023,61 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-372,54 €**

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article R. 314-189, la quote-part du tarif hébergement correspondant au financement de la section dépendance pour les résidents de moins de 60 ans est fixée à compter du **1<sup>er</sup> mars 2021 à 17,73 euros TTC**.

#### **ARTICLE 5 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence Saint-Jean"** à **AGEN** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **19 JUL. 2021**

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services par intérim,



Cécile INSERRA

**PREFECTURE DU LOT ET  
GARONNE**

**DEPARTEMENT  
DE LOT-ET-GARONNE**

**DIRECTION INTERREGIONALE  
DE LA PROTECTION  
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE  
SUD-OUEST**

**DIRECTION GENERALE  
ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT  
SOCIAL**

**Monsieur le Préfet de Lot-et-  
Garonne,**

**La Présidente du Conseil  
départemental,**

**Arrêté conjoint fixant les tarifs de l'établissement Maison d'accueil Jean Bru situé à  
AGEN et géré par l'Association des Docteurs BRU, pour 2021**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles,

**VU** le Code Civil et notamment ses articles 375 à 378,

**VU** l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions  
privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants,

**VU** le Décret n°2010-214 du 02 mars 10 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux  
attributions des services déconcentrés de la PJJ,

**VU** le décret n° 2020-1754 du 29 décembre 2020 portant répartition des crédits et découverts  
autorisés par la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 203 AJ 19 du 7  
octobre 2019 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice  
générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,

**VU** l'arrêté portant renouvellement de l'autorisation de la MECS Maison d'accueil Jean Bru en  
date du 14 décembre 2016,

**VU** la demande de tarification présentée par le Conseil d'Administration de l'Association des  
Docteurs BRU,

**VU** le rapport en date du 16 juin 2021 de la Directrice générale adjointe chargée du  
développement social et du Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse  
Sud-Ouest,

**SUR** proposition de la Directrice générale des services départementaux par intérim et du  
Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Ouest,

**ARRESENT**

**Article 1 :**

Pour l'exercice budgétaire 2021, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la **Maison  
d'accueil Jean Bru** à AGEN et géré par l'Association des Docteurs BRU sont autorisées comme  
suit :

|                 | <b>Groupes fonctionnels</b>                                    | <b>Montant en €</b> |
|-----------------|----------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>Dépenses</b> | Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante       | 201 503,00          |
|                 | Groupe II : Dépenses afférentes au personnel                   | 1 351 391,00        |
|                 | Groupe III : Dépenses afférentes à la structure                | 203 256,00          |
| <b>Recettes</b> | Groupe I : Produits de la tarification                         | 1 743 388,77        |
|                 | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation          | 0,00                |
|                 | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables. | 12 761,23           |

Le tarif précisé à l'article 2 est calculé en prenant en compte les reprises de résultats suivants : 0,00 €.

#### **Article 2 :**

Le prix de journée moyen applicable en 2021 la **Maison d'accueil Jean Bru** à AGEN s'élève à : 244,34 € appliqué comme suit :

##### **A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :**

- Internat renforcé 259,71 €
- Internat classique 249,02 €
- Hébergement diversifié 185,14 €
- Tarif minoré 175,91 €

##### **A compter du 1<sup>er</sup> mai 2021 :**

- Internat renforcé 253,85 €
- Internat classique 238,11 €
- Hébergement diversifié 90,43 €
- Tarif minoré 168,09 €

#### **Article 3 :**

Ces tarifs, seront appliqués selon les dispositions suivantes :

- ne peuvent donner lieu à facturation que les nuitées de présence effective.
- facturation en cas d'absences occasionnelles de type droit d'hébergement, fugues et hospitalisations : toute absence inférieure à 48h n'est pas décomptée mais les absences de plus de 48 h sont décomptées dès la première nuitée d'absence,
- dans le cas d'une incarcération, arrêt de la facturation dès le 1<sup>er</sup> jour

Application de règles dérogatoires ne concernant pas les prises en charge relevant de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante :

- au-delà de 48h d'absences occasionnelles application du tarif minoré.
- en cas de fugues, facturation jusqu'au 10<sup>ème</sup> jour, au-delà application du tarif minoré dans la limite de 30 jours.

#### **Article 4 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L351-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.



**Article 5 :**

La directrice générale des services départementaux par intérim, la Directrice générale adjointe chargée du développement social, le secrétaire général de la Préfecture et le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Ouest, le Directeur de la Maison d'accueil Jean Bru, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lot-et-Garonne, et inséré au recueil des actes administratifs du Département.

Agen, le 20 juillet 2021

Monsieur le Préfet,

  
Le Préfet  
Jean-Noël CHAVANNE

Pour la Présidente du Conseil départemental  
La Directrice générale des services  
départementaux par intérim,

  
Cécile INSERRA

**PREFECTURE DU LOT ET  
GARONNE**

**DEPARTEMENT  
DE LOT-ET-GARONNE**

**DIRECTION INTERREGIONALE  
DE LA PROTECTION  
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE  
SUD-OUEST**

**DIRECTION GENERALE  
ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT  
SOCIAL**

**Monsieur le Préfet de Lot-et-  
Garonne,**

**La Présidente du Conseil  
départemental,**

**Arrêté conjoint fixant les Tarifs de l'établissement Unité Polyvalente Oustalet  
situé à AGEN et géré par l'Association Relais, pour 2021**

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles,
- VU** le Code Civil et notamment ses articles 375 à 378,
- VU** l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants,
- VU** le décret n° 2010-214 du 02 février 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,
- VU** le décret n° 2020-1754 du 29 décembre 2020 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,
- VU** l'arrêté portant modification et extension de l'autorisation de l'Unité Polyvalente Oustalet en date du 18 octobre 2018,
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 203 AJ 19 du 7 octobre 2019 accordant délégation de signature à Madame Cécile INSERRA, Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,
- VU** la demande de tarification présentée par le Conseil d'Administration de l'Association Relais,
- VU** le rapport en date du 8 juin 2021 de la Directrice générale adjointe en charge du développement social et du Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Ouest,
- SUR** proposition de la Directrice générale des services départementaux par intérim et du Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Ouest,

**ARRETEMENT**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2021, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement l'établissement **Unité Polyvalente Oustalet** situé à AGEN et géré par l'Association Relais sont autorisées comme suit :

|                 | Groupes fonctionnels                                           | Montant en € |
|-----------------|----------------------------------------------------------------|--------------|
| <b>Dépenses</b> | Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante       | 277 974,46   |
|                 | Groupe II : Dépenses afférentes au personnel                   | 1 461 804,00 |
|                 | Groupe III : Dépenses afférentes à la structure                | 131 105,00   |
| <b>Recettes</b> | Groupe I : Produits de la tarification                         | 1 863 004,46 |
|                 | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation          | 7 879,00     |
|                 | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables. | 0,00         |

Le tarif précisé à l'article 2 est calculé en prenant en compte les reprises de résultats suivants : 0,00 €

**Article 2 :** Les prix de journée moyens applicables en 2021 à l'établissement **Unité Polyvalente Oustalet** sont :

|                          |          |
|--------------------------|----------|
| ➤ Tarif moyen            | 136,70 € |
| ➤ Internat               | 178,71 € |
| ➤ Placement familial     | 133,05 € |
| ➤ Hébergement diversifié | 90,29 €  |

A compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** :

|                          |                |
|--------------------------|----------------|
| ➤ Internat               | 178,81 €       |
| ➤ Placement familial     | 132,84 €       |
| ➤ Hébergement diversifié | 90,43 €        |
| ➤ <b>Tarif minoré :</b>  | <b>95,75 €</b> |

**Article 3 :** Ces tarifs, seront appliqués selon les dispositions suivantes :

- ne peuvent donner lieu à facturation que les nuitées de présence effective.
- facturation en cas d'absences occasionnelles de type droit d'hébergement, fugues et hospitalisations : toute absence inférieure à 48h n'est pas décomptée mais les absences de plus de 48 h sont décomptées dès la première nuitée d'absence,
- dans le cas d'une incarcération, arrêt de la facturation dès le 1<sup>er</sup> jour

Application de règles dérogatoires ne concernant pas les prises en charge relevant de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante :

- au-delà de 48h d'absences occasionnelles application du tarif minoré.
- en cas de fugues, facturation jusqu'au 10<sup>ème</sup> jour, au-delà application du tarif minoré dans la limite de 30 jours.

**Article 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Article 5 :** La directrice générale des services départementaux par intérim, la Directrice générale adjointe en charge du développement social, le secrétaire général de la Préfecture et le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Ouest, et le



Directeur de l'Oustalet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lot-et-Garonne, et inséré au recueil des actes administratifs du Département.

Agen, le 20 juillet 2021

Monsieur le Préfet,

  
Le Préfet  
Jean-Noël CHAVANNE

Pour la Présidente du Conseil départemental  
La Directrice générale des services  
départementaux par intérim,

  
Cécile INSERRA

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Direction Personnes Agées - Personnes Handicapées  
Tarification des établissements sociaux et médico-sociaux

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant tarification 2021 du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) de la Vallée du Lot géré par l'association nouvelle départementale des amis et parents d'enfants en inclusion (ANDAPEI 47)**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de l'action sociale et des familles,
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république et notamment son article 94 réaffirmant les compétences sociales des Conseils départementaux,
- VU** l'arrêté du 21 mai 2014 du Président du Conseil général de Lot-et-Garonne autorisant l'association Notre Dame de Pitié (ANDP) à gérer un Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) pour personnes adultes handicapées, de 21 places avec une possibilité de suivi modulable en file active de 54 usagers maximum, dénommé SAVS de Montclairjoie et domicilié à Sainte-Livrade-sur-Lot avec des antennes sur le territoire Nord-Est du département,
- VU** l'arrêté du 11 août 2015 du Président du Conseil départemental portant changement de nom du SAVS Montclairjoie en SAVS de la Vallée du Lot,
- VU** l'arrêté du 26 janvier 2017 du Président du Conseil départemental portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du SAVS de la Vallée du Lot à Sainte-Livrade-sur-Lot pour une durée de 15 ans conformément à la lecture combinée des articles L.313-1, L.313-5 et L.312-8 du code de l'action sociale et des familles,
- VU** l'information officielle du 15 janvier 2020 indiquant, d'une part, que les assemblées générales extraordinaires ont validé la fusion-absorption de l'ADAPEI 47 par l'ANDP au 31 décembre 2019 et, d'autre part, que l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 14 janvier 2020 a validé le nouveau nom de cette association « Association Nouvelle Départementale des Amis et des Parents d'Enfants en Inclusion de Lot-et-Garonne » (ANDAPEI 47),
- VU** l'arrêté du 7 juillet 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne portant délégation de signature à Monsieur Gérard DAULHAC, directeur général adjoint des solidarités territoriales, éducatives et sportives, à l'effet de signer tous les arrêtés en cas d'absence ou d'empêchement du directeur général des services et de la directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration,
- VU** la demande de participation présentée par le conseil d'administration de l'ANDAPEI 47 sise à Sainte-Livrade-sur-Lot,
- VU** le rapport du Directeur de l'autonomie,
- SUR** proposition du Directeur général des services départementaux,

- A R R E T E -

**Article 1<sup>er</sup>** : La participation forfaitaire annuelle du Département au fonctionnement du SAVS de la Vallée du Lot à Sainte-Livrade-sur-Lot est fixée à :

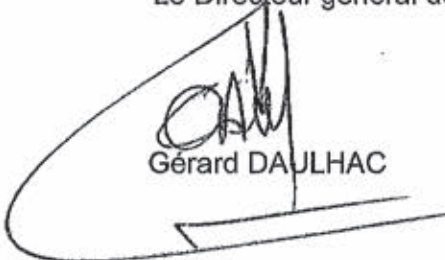
|                                    |                     |
|------------------------------------|---------------------|
| <b>Pour l'année 2021</b>           | <b>336 393,08 €</b> |
| <b>Soit un tarif journalier de</b> | <b>18,07 €</b>      |

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Le directeur général des services départementaux, la directrice générale adjointe chargée du développement social, le président du conseil d'administration de l'ANDAPEI 47, le directeur du SAVS de la Vallée du Lot situé à Sainte-Livrade-sur-Lot, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le **22 JUIL. 2021**

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
Le Directeur général des services par intérim

  
Gérard DAULHAC



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 29 avril 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Capucins » à CLAIRAC pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
  - VU** le code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
  - VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
  - VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
  - VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
  - VU** l'arrêté du 29 avril 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Capucins » à CLAIRAC pour 2021 ;
  - VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 159 AJ 21 du 7 juillet 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Gérard DAULHAC, Directeur général des services par intérim ;
- SUR** proposition du Directeur général des services par intérim ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Les Capucins**" sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 234 876,49 €                             |
| Groupe II                            | 789 753,28 €                             |
| Groupe III                           | 256 199,15 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 280 828,92 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | 44 507,64 €                              |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 325 336,56 €</b>                    |

### ARTICLE 2 :

Le prix de journée "Hébergement" pour **2021** à l'EHPAD "**Les Capucins**" est fixé à **56,87 euros TTC** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### ARTICLE 3

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans pour **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "**Les Capucins**" est fixé à **72,79 euros TTC** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### ARTICLE 4 :

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "**Les Capucins**" sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>334 901,69 €</b>           |

### ARTICLE 5 :

Les tarifs "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Les Capucins**" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **19,89 euros TTC**

GIR 3 et GIR 4 : **12,62 euros TTC**

GIR 5 et GIR 6 : **5,35 euros TTC**

et applicables à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.



Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Les Capucins**" est le suivant :

**190 989,24 euros**

**ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 29 avril 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **1 151,73 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **0,00 €**, soit un déficit de recettes de **1 151,73 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **0,00 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **0,00 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+1 151,73 €**

**ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 8 :**

Le Directeur général des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD « **Les Capucins** » à **CLAIRAC** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le

23 Juin 2021

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
Le Directeur général des services par intérim

  
Gérard DAULHAC



---

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

---

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 18 mai 2021 les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Comarque Beaumanoir" à CASTELMORON SUR LOT pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
- VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
- VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
- VU** l'arrêté du 18 mai 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Comarque Beaumanoir à CASTELMORON SUR LOT pour 2021 ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 159 AJ 21 du 7 juillet 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Gérard DAULHAC, Directeur général des services par intérim ;
- SUR** proposition du Directeur général des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Comarque Beaumanoir**" sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 527 389,39 €                             |
| Groupe II                            | 1 227 840,57 €                           |
| Groupe III                           | 720 559,07 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>2 475 789,03 €</b>                    |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>2 475 789,03 €</b>                    |

### **ARTICLE 2 :**

Le **prix de journée moyen "Hébergement"** pour **2021** à l'EHPAD "**Comarque Beaumanoir**" est fixé à **59,79 euros**.

Le prix de journée "Hébergement" pour **2021** à l'EHPAD "**Comarque Beaumanoir**" est fixé à **60,18 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021**.

### **ARTICLE 3**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "**Comarque Beaumanoir**" est fixé à **78,22 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "**Comarque Beaumanoir**" sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>624 807,95 €</b>           |

### **ARTICLE 5 :**

Les **tarifs moyens "Dépendance"** pour **2021** à l'EHPAD "**Comarque Beaumanoir**" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **21,78 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,82 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,86 euros**



Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021 à l'EHPAD "Comarque Beaumanoir" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **21,99 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,95 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,91 euros**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "Comarque Beaumanoir" est le suivant :

**394 928,52 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 18 mai 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **3 035,67 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **4 983,53 €**, soit un supplément de recettes de **1 947,86 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **4 983,53 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

- Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-4 983,53 €**
- Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-1 947,86 €**

#### **ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **ARTICLE 8 :**

Le Directeur général des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD « Comarque Beaumanoir » à CASTELMORON SUR LOT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le

23 juillet 2021

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
Le Directeur général des services par intérim

Gérard DAULHAC

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210729-DDSPA2021-0084-AI  
Date de télétransmission : 29/07/2021  
Date de réception préfecture : 29/07/2021



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 16 février 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Fondation Soussial" à MIRAMONT DE GUYENNE pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
  - VU** le code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
  - VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
  - VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
  - VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
  - VU** l'arrêté du 16 février 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Fondation Soussial » à MIRAMONT DE GUYENNE pour 2021 ;
  - VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 159 AJ 21 du 7 juillet 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Gérard DAULHAC, Directeur général des services par intérim ;
- SUR** proposition du Directeur général des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Fondation Soussial**" sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 328 896,85 €                             |
| Groupe II                            | 1 291 679,97 €                           |
| Groupe III                           | 1 008 813,36 €                           |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>2 629 390,18 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | /                                        |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>2 629 390,18 € €</b>                  |

### **ARTICLE 2 :**

Le prix de journée "Hébergement" pour **2021** à l'EHPAD "**Fondation Soussial**" est fixé à **61,50 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### **ARTICLE 3**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "**Fondation Soussial**" est fixé à **78,50 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "**Fondation Soussial**" sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>694 375,27 €</b>           |

### **ARTICLE 5 :**

Les tarifs "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "**Fondation Soussial**" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **21,51 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,65 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,79 euros**

et applicables à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.



Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Fondation Soussial**" est le suivant :

**441 297,36 euros**

**ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 16 février 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **3 136,28 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **1 339,88 €**, soit un déficit de recettes de **1 796,40 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **1 339,88 €.**

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-1 339,88 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+1 796,40 €**

**ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 8 :**

Le Directeur général des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD « **Fondation Soussial** » à **MIRAMONT DE GUYENNE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le

23 juillet 2021

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
Le Directeur général des services par intérim

  
Gérard DAULHAC



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle tarification des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 4 mars 2021 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Eulalie" à VERTEUIL D'AGENAIS pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

- VU** le code de la santé publique ;
  - VU** le code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
  - VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;
  - VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
  - VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;
  - VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;
  - VU** l'arrêté du 4 mars 2021 de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Eulalie » à VERTEUIL D'AGENAIS pour 2021 ;
  - VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 159 AJ 21 du 7 juillet 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Gérard DAULHAC, Directeur général des services par intérim ;
- SUR** proposition du Directeur général des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "Eulalie" sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 293 701,75 €                             |
| Groupe II                            | 1 013 376,90 €                           |
| Groupe III                           | 513 669,16 €                             |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 820 747,81 €</b>                    |
| Résultat déficitaire à intégrer      | /                                        |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 820 747,81 € €</b>                  |

### **ARTICLE 2 :**

Le prix de journée "Hébergement" pour **2021** à l'EHPAD "Eulalie" est fixé à **59,50 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### **ARTICLE 3**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "Eulalie" est fixé à **76,49 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "Eulalie" sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>480 555,32 €</b>           |

### **ARTICLE 5 :**

Les tarifs "Dépendance" pour **2021** à l'EHPAD "Eulalie" sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **20,36 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **12,92 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,48 euros**

et applicables à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**



Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'EHPAD "**Eulalie**" est le suivant :

**315 082,32 euros**

**ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté du 4 mars 2021 est remplacé comme suit :

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **676,04 €**.

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **21,50 €**, soit un déficit de recettes de **654,54 €**.

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **21,50 €**.

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 2 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-21,50 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **+654,54 €**

**ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 8 :**

Le Directeur général des services par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'EHPAD « **Eulalie** » à **VERTEUIL D'AGENAIS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le

23 juillet 2021

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
Le Directeur général des services par intérim

  
Gérard DAULHAC



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Direction de l'Autonomie  
Pôle des établissements sociaux  
et médico-sociaux.

**Arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Résidence Les Terrasses" à PUYMIROL pour 2021**

**La Présidente du Conseil départemental,**

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi n° 2015-1776 « Adaptation de la Société au Vieillissement » du 28 décembre 2015 et notamment son article 58 ;

**VU** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016, relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du 11 janvier 2019 fixant la valeur du point GIR départemental 2019 ;

**VU** la délibération du 22 novembre 2019 portant modification des modalités de recouvrement de la participation des résidents en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) bénéficiaires de l'APA en établissement ;

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne n° 159 AJ 21 du 7 juillet 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Gérard DAULHAC, Directeur général adjoint en charge des solidarités territoriales, éducatives et sportives et Directeur général des services par intérim ;

**VU** le courrier transmis le **6 janvier 2021** par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD "Résidence Les Terrasses" a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice **2021** ;

**VU** les propositions de modifications budgétaires de l'autorité de tarification transmises par courriel en date du **16 juillet 2021** dans le cadre d'une procédure contradictoire ;

**SUR** proposition du directeur général des services par intérim ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence Les Terrasses**" sont autorisées comme suit :

|                                      | Accordé pour 2021<br>Section Hébergement |
|--------------------------------------|------------------------------------------|
| Groupe I                             | 293 854,94 €                             |
| Groupe II                            | 756 814,98 €                             |
| Groupe III                           | 485 554,14 €                             |
| <b>TOTAL des dépenses autorisées</b> | <b>1 536 224,06 €</b>                    |

### **ARTICLE 2 :**

Le prix de journée **moyen** "Hébergement" pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Les Terrasses**" est fixé à **59,14 euros** et est **applicable** à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021**.

### **ARTICLE 3**

Le prix de journée hébergement des moins de 60 ans **2021** applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans à l'EHPAD "**Résidence Les Terrasses**" est fixé à **77,63 euros** et applicable à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021**.

### **ARTICLE 4 :**

Pour l'exercice budgétaire **2021**, les recettes prévisionnelles de l'EHPAD "**Résidence Les Terrasses**" sont autorisées comme suit :

|              | Accordé en 2021<br>Dépendance |
|--------------|-------------------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>426 118,92 €</b>           |

### **ARTICLE 5 :**

Les tarifs "Dépendance" **moyens** pour **2021** à l'EHPAD "**Résidence Les Terrasses**" sont fixés à :

|                  |                    |
|------------------|--------------------|
| GIR 1 et GIR 2 : | <b>21,40 euros</b> |
| GIR 3 et GIR 4 : | <b>13,58 euros</b> |
| GIR 5 et GIR 6 : | <b>5,76 euros</b>  |



Les tarifs "Dépendance" applicables à compter du **1<sup>er</sup> mai 2021** sont fixés à :

GIR 1 et GIR 2 : **21,09 euros**

GIR 3 et GIR 4 : **13,39 euros**

GIR 5 et GIR 6 : **5,68 euros**

Le Forfait Global Dépendance **2021** versé par douzième, à la charge du Conseil départemental de Lot-et-Garonne correspondant au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de l'**EHPAD "Résidence Les Terrasses"** est le suivant :

**255 845,04 euros**

#### **ARTICLE 6 :**

En application de l'article R.314-173.-I-3 du code de l'action sociale et des familles,

le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2020 avait été évalué à : **789,76 €.**

Le montant réel de cette participation des résidents pour l'exercice 2020 s'élève à **4 447,04 €,** soit un supplément de recettes de **3 657,28 €.**

Le montant prévisionnel de la participation des résidents mentionnée au I de l'article L. 232-8 pour l'exercice 2021 est évalué à : **4 447,04 €.**

En conséquence le montant du forfait global dépendance prévu à l'article 5 du présent arrêté sera ajusté :

-Au titre des participations prévisionnelles des résidents 2021 d'un montant de **-4 447,04 €**

-Au titre de l'ajustement des participations des résidents 2020 d'un montant de **-3 657,28 €**

#### **ARTICLE 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des organismes ou personnes auxquels il est notifié, à compter de sa notification, conformément à l'article L 351 - 1 du code de l'action sociale et des familles.

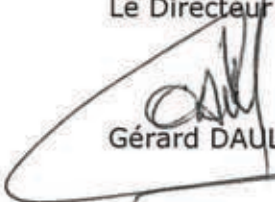
#### **ARTICLE 8 :**

Le directeur général des services départementaux par intérim et la directrice générale adjointe en charge du développement social, le président du conseil d'administration et le directeur de l'**EHPAD "Résidence Les Terrasses"** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

AGEN, le

23 juillet 2021

Pour La Présidente du Conseil départemental,  
Le Directeur général des services par intérim,

  
Gérard DAULHAC

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210729-DDSPA2021-0083-AI  
Date de télétransmission : 29/07/2021  
Date de réception préfecture : 29/07/2021



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES  
INFRASTRUCTURES ET DE LA MOBILITE**



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**AG-21-T-931-IC-059**

\_\_\_\_\_  
Portant réglementation de la circulation sur la D 931  
Commune d'AUBIAC  
En et Hors agglomération  
\_\_\_\_\_

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Le Maire d'AUBIAC,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213-1 ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 208 AJ 19 du 25 octobre 2019, accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** l'avis favorable de Monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne ;

**Vu** l'avis favorable du Maire d'ESTILLAC ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de ROQUEFORT ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'occasion de la manifestation « la nuit d'été » du 26 août 2021, il y a lieu d'interdire la circulation de tous les véhicules sur la D 931 en et hors agglomération, entre le PR 6+696 et le PR 7+250 sur le territoire de la commune d'AUBIAC.

**ARRETENT**

**Article 1 :** A compter du jeudi 26 août à partir de 8 h et jusqu'au vendredi 27 août 2h, la circulation de tous les véhicules sera interdite sur la D 931 en et hors agglomération, entre le PR 6+696 et le PR 7+250 sauf véhicules de secours et dessertes des riverains sur le territoire de la commune de AUBIAC.



**Article 2 :** La déviation se fera dans les 2 sens de circulation par :

**SENS 1 :**

Du rond-point de l'agropole(G16) par la RD 656<sup>E</sup> du PR 2+320 au PR 0+000, commune d'ESTILLAC,  
Par la RD 656 PR 50+000 au PR 54+000, commune de ROQUEFORT,  
Par la RD 292 du PR 2+000 au PR 0+000, commune d'AUBIAC,

**SENS 2 :**

Par la RD 292 du PR 0+000 au PR 2+000, commune d'AUBIAC,  
Par la RD 656 du PR 54+000 au PR 50+000, commune de ROQUEFORT,  
Par la RD 656<sup>E</sup> du PR 0+000 au PR 2+320, commune d'ESTILLAC,

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place **par les organisateurs à leur frais** sous le contrôle de l'unité départementale des routes de l'Agenais.

**Article 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3 et 3bis.

**Article 5 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 6 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :** La Directrice générale des services départementaux de Lot-et-Garonne par intérim, le Directeur départemental des territoires, le Maire d'AUBIAC, le Maire de ROQUEFORT, le Maire d'ESTILLAC, le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AUBIAC, le 3 juin 2021

Le Maire d'AUBIAC



Fait à AGEN, le 16 juin 2021

La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation

La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité

  
Bénédicte LAURENS

**ÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

**ARRETE TEMPORAIRE**  
**AG-21-T-931-ALT-085**

\_\_\_\_\_  
Portant réglementation de la circulation sur la D931  
Commune de LAMONTJOIE.

Hors agglomération  
\_\_\_\_\_

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 208 AJ 19 du 25 octobre 2019 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** la demande de la collectivité ALBRET COMMUNAUTE, Centre Haussmann, 10 place Aristide Briand, 47600 NERAC ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de travaux de montage et démontage d'équipements sportifs de la manifestation CHRONO 47, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur la D931 hors agglomération, entre le PR 16+536 et le PR 16+647 sur le territoire de la commune de LAMONTJOIE

**ARRETE**

**Article 1 :** Les Lundi 12 Juillet 2021, Mardi 13 Juillet 2021 et Jeudi 15 Juillet 2021, la circulation de tous les véhicules sera alternée par feux automatiques sur la D931 hors agglomération, entre le PR 16+536 et le PR 16+647, sur le territoire de la commune de LAMONTJOIE.

**Article 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par l'unité départementale des routes de l'Agenais.

**Article 3 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3.

**Article 4 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 5** : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6** : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7** : Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le Directeur Général des Services d'Albret Communauté, le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 21/07/21

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation**

**La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,**

**Bénédicte LAURENS**

#### **DESTINATAIRES :**

- La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;
- Les Conseillers départementaux du canton de l'Albret ;
- Le Directeur des Services Techniques d'Albret Communauté ;
- Le Maire de Lamontjoie ;
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne -  
15 rue Valence 47000 AGEN ;
- Le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais ;
- Conseil régional, unité scolaire – site d'Agen ;
- Syndicat intercommunal des transports scolaires d'Aiguillon ;
- Conseil départemental – PC route ;
- Conseil départemental – Transports adaptés ;
- Recueil des actes administratifs du département de Lot-et-Garonne ;
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours –  
8 rue Marcel Pagnol 47510 FOULAYRONNES.



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**MA-21-T-266/227-IC-086**

---

Portant réglementation de la circulation sur la D 266 et la D 227  
Communes de LAPERCHE, LAVERGNE, MIRAMONT DE GUYENNE

Hors agglomération

---

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 208 AJ 19 du 25 octobre 2019 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** l'avis favorable de Monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de LAVERGNE ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de LAPERCHE ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de MIRAMONT DE GUYENNE ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de SAINT BARTHELEMY d'AGENAIS ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de PUYMICLAN ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de SEYCHES ;

**Vu** la demande de la Direction des infrastructures et de la mobilité,

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison des travaux de sécurisation de la traversée du bourg d'ARMILLAC RD 667 (route barrée du 08 juillet au 28 juillet 2021), la circulation de tous les véhicules PL sera interdite sur la D 266 entre le PR 2+435 et le PR 8+200 sur le territoire des communes de Laperche et Lavergne, sur la D 227 entre le PR 6+860 et le PR 12+660 sur le territoire des communes de Lavergne et Miramont-de-Guyenne, sauf desserte locale.

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter du 08 juillet 2021 et jusqu'au 28 juillet 2021, la circulation de tous les PL sera interdite sur la D 266, hors agglomération, entre le PR 2+435 et le PR 8+200, sur le territoire

des communes de Laperche et Lavergne, et sur la D 227 entre le PR 6+860 et le PR 12+660, sauf desserte locale, sur le territoire des communes de Lavergne et Miramont-de-Guyenne,

**Article 2 : La déviation des PL se fera dans les deux sens de circulation par :**

- la D 124 communes de TOURTRES, SAINT BARTHELEMY D'AGENAI, PUYMICLAN,
- la D 641 communes de PUYMICLAN, SEYCHES,
- la D 933 communes de SEYCHES, PEYRIERES, MIRAMONT DE GUYENNE,

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par l'unité départementale des routes du marmandais, centre d'exploitation de Miramont de Guyenne,

**Article 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3.

**Article 5 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 6 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :** Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le Directeur départemental des territoires, le Maire de Laperche, le Maire de Lavergne, le Maire de Miramont-de-Guyenne, le Maire de Tourtres, le Maire de Saint-Barthélemy-d'Agenais, le Maire de Puymiclan, le Maire de Seyches, le Maire de Peyrières, l'entreprise EUROVIA,, le Chef de l'unité départementale des routes du marmandais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 2/07/21

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation**

**La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,**

  
**Bénédicte LAURENS**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

**ARRETE TEMPORAIRE**  
**AG-21-T-931/131/137/232/287/656/15-IC-032**

---

Portant réglementation de la circulation sur les D931 – D131 – D287 – D656 – D15  
Communes de Lamontjoie, St Vincent de Lamontjoie, Le Nomdieu, Fieux, Francescas, Nérac,  
Calignac, Le Saumont et Laplume.

En et Hors agglomération

---

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Le Maire de Calignac,**

**Le Maire de Francescas,**

**Le Maire du Nomdieu,**

**Le Maire de Laplume,**

**Le Maire de Lamontjoie,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L3221-4 ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 208 JCP 119 du 25 octobre 2019 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe en charge des Infrastructures et de la Mobilité ;

**Vu** l'avis favorable de Monsieur le Président du Conseil départemental du Gers;

**Vu** l'avis du maire de Le Saumont ;

**Vu** la demande du Président de l'association sportive « Guidon Agenais » ;

**Sur proposition** du Directeur général adjoint Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison d'une course cycliste dénommée « Chrono47 » Hommes, organisée le mercredi 14 juillet 2021 de 14h00 à 17h00, sur le territoire des communes de Lamontjoie, St Vincent de Lamontjoie, Le Nomdieu, Fieux, Francescas, Nérac, Calignac, Le Saumont et Laplume, un usage privatif de la route est nécessaire,



## **ARRETENT**

**Article 1 :** Le mercredi 14 juillet 2021, de 13h30 à 17h00, la circulation de tous les véhicules sera interdite sur les routes départementales suivantes :

- ✓ D931 du PR 16+730 au PR 16+132
- ✓ D131 du PR 4+275 au PR 11+924
- ✓ D137 du PR 6788 au PR 11+110
- ✓ D232 du PR 0 au PR 8+447
- ✓ D131 du PR 19+379 au PR 14+728
- ✓ D287 du PR 0 au PR 2+563
- ✓ D656 du PR 66+667 au PR 66+036
- ✓ D15 du PR 0 au PR 8+812
- ✓ D931 du PR 11+427 au PR 16+134
- ✓ D131 du PR 4+275 au PR 4+000

**Article 2 :** La circulation de tous les véhicules sera déviée par :

- ✓ Pour la liaison Ligardes (32) - Agen  
D36 (Gers) – D552 (Gers) – D294 – D656
- ✓ Pour la liaison Francescas – Nérac  
D112 – D930
- ✓ Pour la liaison Francescas – Agen  
D112 – D36 (32) – D552 (32) – D294 – D656
- ✓ Pour la liaison Calignac - Laplume  
D656 – D208

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par les organisateurs à leur frais sous le contrôle de l'unité départementale des routes de l'Agenais.

**Article 4 :** Tous les panneaux d'interdiction de passage et de déviation sont positionnés par l'organisateur. Des signaleurs seront positionnés à chaque intersection de l'itinéraire privatisé avec l'assistance de l'escadron de sécurité routière.

**Article 5 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3.

**Article 6 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 7 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, les Maires de Lamontjoie, St Vincent de Lamontjoie, Le Nomdieu, Fieux, Calignac, Le Saumont et Laplume, le Président de l'association sportive Guidon Agenais, le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Lamontjoie, le 22 juin 2021

Le Maire de Lamontjoie



Fait à Calignac, le 22 Juin 2021

Le Maire de Calignac



Fait à Francescas, le 29/06/2021

Le Maire de Francescas



Fait au Nomdieu, le 29 juin 2021

Le Maire Du Nomdieu



Fait à Laplume, le 22 juin 2021

Le Maire de Laplume  
Séverine COUDERT



Fait à AGEN, le 5 juillet 2021

La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation

La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité

Bénédict LAURENS

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

**ARRETE TEMPORAIRE**  
**AG-21-T-931/131/287/656/15-IC-031**

---

Portant réglementation de la circulation sur les D931 – D131 – D287 – D656 – D15  
Communes de Lamontjoie, St Vincent de Lamontjoie, Le Nomdieu, Fieux, Calignac,  
Le Saumont et Laplume.

En et Hors agglomération

---

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Le Maire de Calignac,**

**Le Maire du Nomdieu,**

**Le Maire de Lamontjoie,**

**Le Maire de Laplume,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L3221-4 ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 208 JCP 119 du 25 octobre 2019 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe en charge des Infrastructures et de la Mobilité ;

**Vu** l'avis favorable de Monsieur le Président du Conseil départemental du Gers ;

**Vu** l'avis du Maire du Saumont ;

**Vu** l'avis du Maire de Francescas ;

**Vu** la demande du Président de l'association sportive « Guidon Agenais » ;

**Sur proposition** du Directeur général adjoint Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison d'une course cycliste dénommée « Chrono47 » femmes et Juniors, organisée le mercredi 14 juillet 2021 de 9h00 à 12h00, sur le territoire des communes de Lamontjoie, St Vincent de Lamontjoie, Le Nomdieu, Fieux, Calignac, Le Saumont et Laplume, un usage privatif de la route est nécessaire,



## **ARRETENT**

**Article 1 :** Le mercredi 14 juillet 2021, **de 08h30 à 12h00**, la circulation de tous les véhicules sera interdite sur les routes départementales suivantes :

- ✓ D931 du PR 16+730 au PR 16+132
- ✓ D131 du PR 4+275 au PR 14+728
- ✓ D287 du PR 0 au PR 2+563
- ✓ D656 du PR 66+667 au PR 66+036
- ✓ D15 du PR 0 au PR 8+812
- ✓ D931 du PR 11+427 au PR 16+134
- ✓ D131 du PR 4+275 au PR 4+000.

**Article 2 :** La circulation de tous les véhicules sera déviée par :

- ✓ Pour la liaison Ligardes (32) - Agen  
D36 (Gers) - D552 (Gers) - D294 - D656
- ✓ Pour la liaison Francescas - Agen  
D112 - D36 (32) - D552 (32) - D294 - D656
- ✓ Pour la liaison Calignac - Lapiume  
D656 - D208

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par les organisateurs à leur frais sous le contrôle de l'unité départementale des routes de l'Agenais.

**Article 4 :** Tous les panneaux d'interdiction de passage et de déviation sont positionnés par l'organisateur. Des signaleurs seront positionnés à chaque intersection de l'itinéraire privatisé avec l'assistance de l'escadron de sécurité routière.

**Article 5 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3.

**Article 6 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 7 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9** : Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, les Maires de Lamontjoie, St Vincent de Lamontjoie, Le Nomdieu, Fieux, Calignac, Le Saumont et Laplume, le Président de l'association sportive Guidon Agenais, le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Lamontjoie, le 22 juin 2021

Le Maire de Lamontjoie



Fait à Calignac, le 22 juin 2021

Le Maire de Calignac



Fait au Nomdieu, le 29 juin 2021

Le Maire du Nomdieu



Fait à Laplume, le 22 juin 2021

Le Maire de Laplume

Séverine Couderc



Fait à AGEN, le 5 juillet 2021

La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation

La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité

Bénédicte LAURENS

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

**ARRETE TEMPORAIRE**  
**MA-21-T-315-IC-083**

\_\_\_\_\_  
Portant réglementation de la circulation sur la D 315  
Commune de MIRAMONT DE GUYENNE

Hors agglomération

\_\_\_\_\_

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213-1 ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 208 AJ 19 du 25 octobre 2019, accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de MIRAMONT DE GUYENNE ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de MONTIGNAC TOUPINERIE ;

**Vu** la demande du Parc routier du Conseil Départemental, 47310 ESTILLAC ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** que pour les travaux d'enduit de la couche de roulement de la chaussée il y a lieu d'interdire la circulation de tous les véhicules sur la D 315, hors agglomération, entre le PR 0+000 et le PR 1+500, sur le territoire de la commune de Miramont de Guyenne,

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter 19 juillet 2021 et jusqu'au 23 juillet 2021, la circulation de tous les véhicules sera interdite sur la D315, hors agglomération, entre le PR0+000 et le PR 1+500 sauf secours et dessertes des riverains sur le territoire de la commune de Miramont-de-Guyenne,

**Article 2 :** La déviation se fera dans les 2 sens de circulation par :

- la D279 ; commune de Montignac Toupinerie, Miramont de Guyenne,
- la D228 ; communes de Montignac Toupinerie, Miramont de Guyenne

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par l'unité départementale des routes du Marmandais.



**Article 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3 et 3bis.

**Article 5 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 6 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

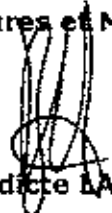
**Article 7 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :** Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le Maire de Miramont de Guyenne, le Maire de Montignac Toupinerie, le Parc Routier, le Chef de l'unité départementale des routes du MARMANDAIS, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 5 juillet 2024

La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation

La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité

  
Bénédicte LAURENS

#### **DESTINATAIRES :**

- La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;
- Les conseillers départementaux du canton Val du Dropt ;
- Le Maire de Miramont de Guyenne ;
- Le maire de Montignac Toupinerie ;
- La Communauté de Communes du Pays de Lauzun ;
- Le PARC ROUTIER ;
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne -  
15 rue Valence 47000 AGEN ;
- Le Chef de l'unité départementale des routes du Marmandais ;
- Conseil régional, unité scolaire - site d'Agen ;
- Conseil départemental - PC route ;
- Conseil départemental - Transports adaptés ;
- Recueil des actes administratifs du département de Lot-et-Garonne ;
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours -  
8 rue Marcel Pagnol 47510 FOULAYRONNES.

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**VI-21-T-238-IC-087**

\_\_\_\_\_  
Portant réglementation de la circulation sur la D238  
Communes de Fongrave, St Etienne de Fougères et Monclar

Hors agglomération  
\_\_\_\_\_

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de St Etienne de Fougères en date du 5 juillet 2021 ;

**Vu** la demande de l'entreprise EUROVIA Aquitaine – Métairie de Beauregard - 47520 LE PASSAGE ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** les travaux de purges de chaussée, il y a lieu d'interdire la circulation de tous les véhicules sur la D238 hors agglomération, entre le PR 1+489 et le PR 4+526 sur le territoire des communes de Fongrave, St Etienne de Fougères et Monclar.

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter du mercredi 07/07/2021 et jusqu'au jeudi 08/07/2021, la circulation de tous les véhicules sera interdite sur la D238 hors agglomération, entre le PR 1+489. et le PR 4+526, sauf secours, sur le territoire des communes de Fongrave, St Etienne de Fougères et Monclar.

**Article 2 :** La déviation se fera par :

- la D225 PR6+976 à 9+192, communes de St Etienne de Fougères et Fongrave
- la D667 PR26+725 à 28+825, communes de Monclar et St Etienne de Fougères

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place **par l'unité départementale des routes du Villeneuvois.**

**Article 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3.

**Article 5 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 6 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :** Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le Maire de St Etienne de Fougères, l'entreprise EUROVIA, le Chef de l'unité départementale des routes du Villeneuvois, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 6 JUIL. 2021

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation**

**La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,**

  
**Bénédicte LAURENS**

**DESTINATAIRES :**

- La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;
- Les Conseillers départementaux du canton du Livradais ;
- Le Président de la Communauté de Communes du Grand Villeneuvois ;
- Le Président de la Communauté de Communes de Lot et Tolzac ;
- Le Maire de St Etienne de Fougères ;
- Le Maire de Fongrave ;
- Le Maire de Monclar d'Agenais ;
- L'entreprise EUROVIA ;
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne -  
*15 rue Valence 47000 AGEN ;*
- Le Chef de l'unité départementale des routes du Villeneuvois ;
- Conseil départemental – PC route ;
- Conseil départemental – Transports adaptés ;
- Recueil des actes administratifs du département de Lot-et-Garonne ;
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours –  
*8 rue Marcel Pagnol 47510 FOULAYRONNES.*



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**MA-21-T-143-PRO\_IC-089**

PORTANT PROROGATION DE  
L'ARRETE N° MA-21-T-143-IC-070  
DU 14 JUIN 2021

Portant réglementation de la circulation sur la D 143  
Communes de CAUMONT SUR GARONNE et FOURQUES SUR GARONNE

Hors agglomération

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L3221-4 ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** l'avis favorable de Monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de Sainte-Marthe ;

**Vu** l'avis favorable du Maire du Mas d'Agenais ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de Caumont sur Garonne ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de Fourques sur Garonne ;

**Vu** l'arrêté de circulation N° MA-21-T-143-IC-070 du 14 juin 2021 ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** les conditions météorologiques incompatibles à la réalisation des travaux, il y a lieu de proroger l'interdiction de tous les véhicules sur la D143 hors agglomération, entre le PR 18+750 à 22+816 sur le territoire des communes de CAUMONT SUR GARONNE et FOURQUES SUR GARONNE,

**ARRETE**

**Article 1 :** L'article 1 de l'arrêté N° MA-21-T-143-IC-070 du 14 juin 2021 est modifié ainsi qu'il suit :

A compter du 26 juillet 2021 et jusqu'au 30 juillet 2022, la circulation de tous les véhicules est interdite sur la D143, hors agglomération, entre le PR 18+750 à 22+816 sur le territoire des communes de CAUMONT SUR GARONNE et FOURQUES SUR GARONNE.

**Article 2 :** Les autres articles restent inchangés.

**Article 3 :** Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le Directeur départemental des Territoires, les maires de Fourques sur Garonne, Sainte Marthe, le Mas d'Agenais et Caumont sur Garonne, le Chef de l'unité départementale des routes du Marmandais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 20 JUIL. 2021

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation**

**La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité,**

  
**Bénédicte LAURENS**

**DESTINATAIRES :**

- La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;
- Le Préfet de Lot-et-Garonne – DDT- Service Risques Sécurité ;
- Les Conseillers départementaux du canton de Forêts de Gascogne ;
- Les Conseillers départementaux du canton de Marmande 2 ;
- Les Conseillers départementaux du canton de Marmande 1 ;
- Le Maire de SAINTE MARTHE ;
- Le Maire de CAUMONT SUR GARONNE ;
- Le Maire de FOURQUES SUR GARONNE ;
- Le Maire du MAS-D'AGENAIS ;
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne - 15 rue Valence 47000 AGEN ;
- Le Chef de l'unité départementale des routes du Marmandais ;
- Conseil régional, unité scolaire – site d'Agen ;
- Département – PC route ;
- Département – Transports adaptés ;
- Val de Garonne Agglomération, Maison du Développement - Place du Marché - CS 70305 - 47213 MARMANDE CEDEX
- Recueil des actes administratifs du département de Lot-et-Garonne ;
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours – 8 rue Marcel Pagnol 47510 FOULAYRONNES



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**MA-21-T-228-IC-088**

\_\_\_\_\_  
Portant réglementation de la circulation sur la D 228  
Commune de SEYCHES

En et Hors agglomération  
\_\_\_\_\_

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Le Maire de SEYCHES,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213-1 ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** l'avis favorable de Monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne ;

**Vu** la demande du Maire de SEYCHES en date du 05 juillet 2021 ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de la fête annuelle, il y a lieu d'interdire la circulation de tous les véhicules sur la D 228, en et hors agglomération, entre le PR 5+454 et le PR 6+498, sur le territoire de la commune de SEYCHES,

**ARRESENT**

**Article 1 :** Le dimanche 05 septembre 2021 de 00 h 00 à 24 h 00, la circulation de tous les véhicules sera interdite sur la D 228, en et hors agglomération, entre le PR 5+454 et le PR 6+498, sur le territoire de la commune de SEYCHES.

**Article 2 :** La déviation se fera dans les 2 sens de circulation par :

- la VC 125, commune de Seyches,
- la D 641, PR 0+000 à PR 1+113, commune de Seyches,
- la D933 (RAGC), PR16+670 à PR 17+001, commune de Seyches.



**Article 3** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par la commune de SEYCHES, sous le contrôle de l'unité départementale des routes du Marmandais.

**Article 3bis** : Tous les panneaux (interdiction de stationner et de s'arrêter, limitation de vitesses) seront pré positionnés par l'organisateur au plus tard, le 03 septembre 2021 à 12 h 00. L'organisateur est invité à contacter le 03 septembre avant 12 h, l'unité départementale des routes du Marmandais (Tél. : 05.53.64.05.61) pour lui permettre de vérifier le pré positionnement de la signalisation mise en place.

**Article 4** : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3 et 3bis.

**Article 5** : La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 6** : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7** : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8** : Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le Directeur départemental des territoires, le Maire de Seyches, le Chef de l'unité départementale des routes du Marmandais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à SEYCHES, le 12 juillet 2021

Le Maire de Seyches



Fait à AGEN, le 20 JUIL. 2021

La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation

La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité

  
Bénédicte LAURENS

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**AG-21-T-213-IC-090**

\_\_\_\_\_  
Portant réglementation de la circulation sur la D213  
Commune de BRUCH

Hors agglomération  
\_\_\_\_\_

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des Infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** l'avis favorable de Monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de SAINT LAURENT ;

**Vu** l'avis favorable du Maire de FEUGAROLLES ;

**Vu** la demande de l'entreprise SGTF BERGALASSE 7, chemin Barrail 47310 BRAX ;

**Vu** la demande du Parc Routier Départemental,

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** que pour les travaux de renouvellement de la couche de roulement, il y a lieu d'interdire la circulation de tous les véhicules sur la D213 hors agglomération, entre le PR0+060 et le PR3+000 sur le territoire de la commune de BRUCH

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter du 27 Juillet 2021 et jusqu'au 30 juillet 2021, la circulation de tous les véhicules sera interdite sur la D213 hors agglomération, entre le PR0+060 et le PR3+000, sur le territoire de la commune de BRUCH.



**Article 2 :** La déviation se fera dans les 2 sens de circulation par :

- la D119, commune de BRUCH
- la D119/D930 rondpoint du Pigeonnier, commune de FEUGAROLLES.
- la D930 commune de SAINT LAURENT

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par l'unité départementale des routes de l'Agenais/ CE de PORT SAINTE MARIE.

**Article 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3.

**Article 5 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 6 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :** Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le Directeur départemental des territoires, le Maire de FEUGAROLLES, le Maire de SAINT LAURENT l'entreprise SGTF BERGALASSE, le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 22 juillet 2021

La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation

La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,

  
Bénédicte LAURENS



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**AG-21-T-215-IC-091**

\_\_\_\_\_  
Portant réglementation de la circulation sur la D 215  
Commune de CASTELCULIER

Hors agglomération  
\_\_\_\_\_

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** la demande de l'entreprise Sarl ABATTAGE – ELAGAGE SOUBIRON Impasse de Lasnauzes – 47310 ROQUEFORT pour des travaux d'abattage d'arbres;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de travaux d'abattage d'arbres, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur la D 215 hors agglomération, le long de la D 215 lieu-dit « Moulin de Roudigou » entre le PR 2+900 et le PR 3+200 sur le territoire de la commune de CASTECULIER

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter du 27 juillet 2021 et jusqu'au 28 juillet 2021, la circulation de tous les véhicules sera réglée par alternat (feux) sur la D 215 hors agglomération, entre le PR 2+900 et le PR 3+200, sur le territoire de la commune de CASTECULIER

**Article 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par l'entreprise Sarl ABATTAGE – ELAGAGE SOUBIRON Impasse de Lasnauzes – 47310 ROQUEFORT sous le contrôle de l'unité départementale des routes de l'Agenais (Centre d'Exploitation de Bon Encontre)

**Article 3 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3.

**Article 4 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 5 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, l'entreprise Sarl ABATTAGE - ELAGAGE SOUBIRON, le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 26 JUIL. 2021

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation**

**La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,**

  
**Bénédicte LAURENS**

**DESTINATAIRES :**

- La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;
- Les Conseillers départementaux du canton du Sud Est Agenais ;
- Le Président de la Communauté d'agglomération d'Agen. ;
- Le Maire de CASTELCULIER
- L'entreprise Sarl ABATTAGE - ELAGAGE SOUBIRON Impasse Lasnauzes 47310 ROQUEFORT;
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne -  
15 rue Valence 47000 AGEN ;
- Le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais ;
- Conseil régional, unité scolaire - site d'Agen ;
- Syndicat intercommunal des transports scolaires d'Aiguillon ;
- Conseil départemental - PC route ;
- Conseil départemental - Transports adaptés ;
- Recueil des actes administratifs du département de Lot-et-Garonne ;
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours -  
8 rue Marcel Pagnol 47510 FOULAYRONNES.



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**AG-21-T-245-IC-093**

\_\_\_\_\_  
Portant réglementation de la circulation sur la D 245  
Commune de LUSIGNAN PETIT

Hors agglomération  
\_\_\_\_\_

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** la demande de M. NEPVEU Daniel lieu-dit « La Rose des Vents » 47360 LUSIGNAN PETIT pour des travaux d'égoutage ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de travaux d'égoutage chez M. NEPVEU lieu-dit « La Rose des Vents » 47360 LUSIGNAN PETIT, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur la D 245 hors agglomération, entre le PR 11+616 et le PR 11+822 sur le territoire de la commune de LUSIGNAN PETIT

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter du 25 septembre 2021 et jusqu'au 26 octobre 2021, la circulation de tous les véhicules sera réglée par alternat (B15/C18) sur la D 245 hors agglomération, entre le PR 11+616 et le PR 11+822, sur le territoire de la commune de LUSIGNAN PETIT

**Article 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par M. NEPVEU Daniel lieu-dit « La Rose des Vents 47360 LUSIGNAN PETIT sous le contrôle de l'unité départementale des routes de l'Agenais (Centre d'Exploitation de Bon Encontre).

**Article 3 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 2.

**Article 4 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.



**Article 5** : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6** : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7** : Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, M. NEPVEU Daniel, le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 27/07/11

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation**

**La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,**

  
**Bénédicte LAURENS**

**DESTINATAIRES :**

- La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;
- Les Conseillers départementaux du canton de Le Confluent ;
- Le Président de la Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas ;
- M. NEPVEU Daniel lieu-dit « La Rose des Vents » 47360 LUSIGNAN PETIT ;
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne -  
15 rue Valence 47000 AGEN ;
- Le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais ;
- Conseil régional, unité scolaire – site d'Agen ;
- Syndicat intercommunal des transports scolaires d'Aiguillon ;
- Conseil départemental – PC route ;
- Conseil départemental – Transports adaptés ;
- Recueil des actes administratifs du département de Lot-et-Garonne ;
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours –  
8 rue Marcel Pagnol 47510 FOULAYRONNES.

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**AG-21-T-269-IC-092**

---

Portant réglementation de la circulation sur la D 269  
Commune de CASTELCULIER

Hors agglomération

---

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** la demande de M. VIGUÉ Jean-Pierre - 35 bis chemin des côtes de Pech-David - 31400 TOULOUSE pour des travaux d'égouttage ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de travaux d'égouttage, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur la D 269 hors agglomération, entre le PR 1+935 et le PR 2+065 sur le territoire de la commune de CASTELCULIER

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter du 3 août 2021 et jusqu'au 05 août 2021, la circulation de tous les véhicules sera réglée par alternat (B15/C18) sur la D 269 hors agglomération, entre le PR 1+935 et le PR 2+065, sur le territoire de la commune de CASTELCULIER.

**Article 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - sera mise en place par M. VIGUÉ Jean-Pierre - 35 bis chemin des côtes de Pech-David - 31400 TOULOUSE sous le contrôle de l'unité départementale des routes de l'Agenais (Centre d'Exploitation de Bon Rencontre).

**Article 3 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 2.

**Article 4 :** La réouverture sera effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.



**Article 5 :** Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, M. VIGUÉ Jean-Pierre, le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 17/07/21

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation**

**La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,**



**Bénédicte LAURENS**

**DESTINATAIRES :**

- La Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;
- Les Conseillers départementaux du canton du Sud Est Agenais ;
- Le Président de la Communauté d'agglomération d'Agen ;
- M. VIGUÉ Jean-Pierre - 35 bis chemin des côtes de Pech-David - 31400 TOULOUSE ;
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne -  
15 rue Valence 47000 AGEN ;
- Le Chef de l'unité départementale des routes de l'Agenais ;
- Conseil régional, unité scolaire – site d'Agen ;
- Syndicat intercommunal des transports scolaires d'Aiguillon ;
- Conseil départemental – PC route ;
- Conseil départemental – Transports adaptés ;
- Recueil des actes administratifs du département de Lot-et-Garonne ;
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours -  
8 rue Marcel Pagnol 47510 FOULAYRONNES.



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

ARRETE TEMPORAIRE  
**MA-21-T-3-AS-099**

Portant réglementation de la circulation sur la D 3  
Commune de COUTHURES SUR GARONNE

Hors agglomération

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** la demande de l'entreprise BATSERVICE, Ld Marquezines, 47250 COCUMONT;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDERANT** les travaux de bétonnage nécessitant le stationnement d'une pompe à béton et son approvisionnement, réalisés pour le compte de monsieur Ayella riverain de la RD 3 AU PR 3+750,

**ARRETE**

**Article 1 :** Le 04 août 2021, de 8h00 à 13h00, l'entreprise BATSERVICE est autorisée à stationner ses véhicules sur la demi-chaussée droite au droit du chantier. La circulation sera gérée par un alternat à feu.

**Article 2 :** Le demandeur confirmera son intervention la veille auprès de l'Unité des routes du marmandais (05.53.88.38.64).

**Article 3 :** Le demandeur est responsable des dégradations du fait de son activité et de celle des entreprises intervenant pour son compte. Il veillera à mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour éviter le poinçonnement de la chaussée et de l'accotement ainsi que les fuites d'huiles éventuelles. Le nettoyage des véhicules est interdit sur le domaine public sans récupération des résidus. Tout incident doit être signalé sans délai au gestionnaire de la voie (l'Unité des routes du marmandais 05.53.88.38.64).

**Article 4 :** En cas de nécessité résultant de contrainte d'exploitation (accident, déviation inopinée, conditions météorologiques défavorables), le demandeur peut être conduit par le gestionnaire ou la gendarmerie, à stopper son intervention sans préavis ni prétention à préjudice. Il en est de même en cas de non-respect des consignes définies à l'article précédent.

**Article 5** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - est mise en place **par l'entreprise sous le contrôle de l'unité départementale des routes du Marmandais.**

**Article 6** : Les dispositions définies par le présent arrêté prennent effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 5.

**Article 7** : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8** : Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le représentant de l'entreprise Batservice, le Chef de l'unité départementale des routes du marmandais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à AGEN, le 30 juillet 2021

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation**

**La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,**

  
**Bénédicte LAURENS**

#### **DESTINATAIRES :**

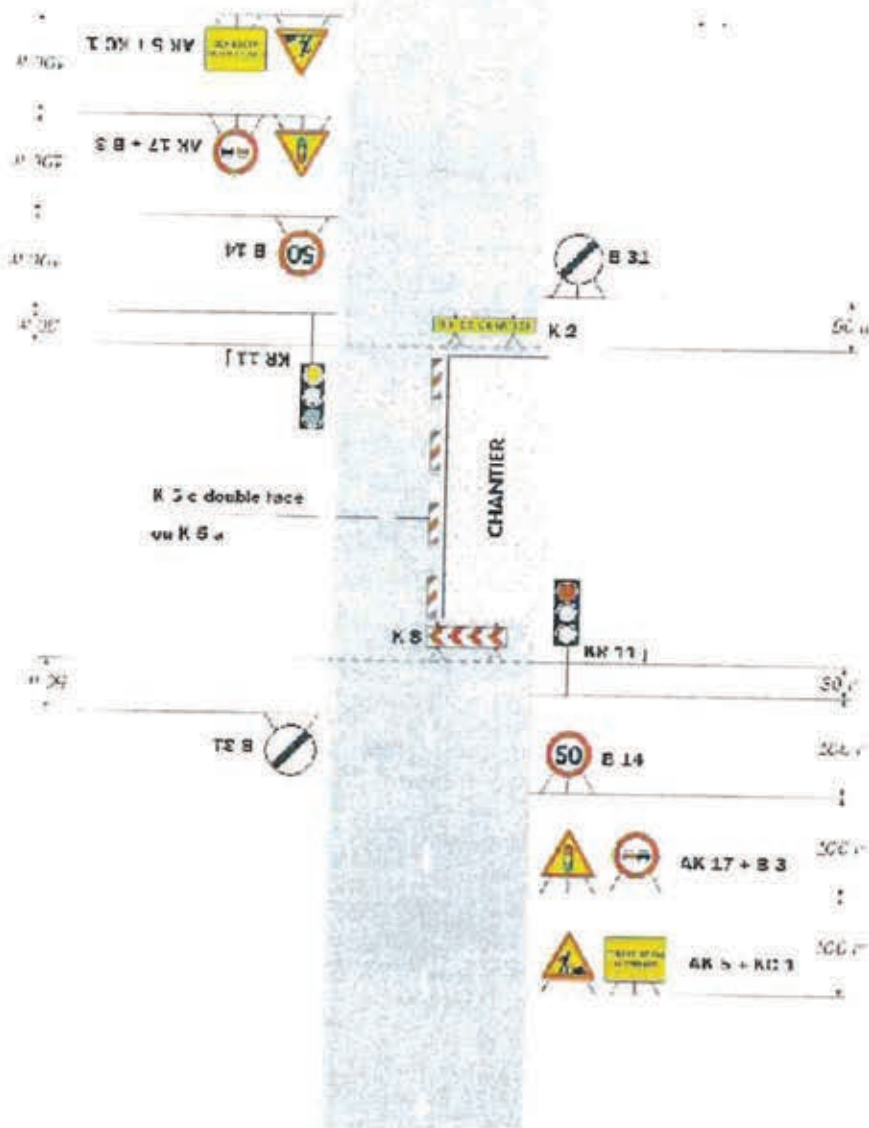
- Le Directeur général adjoint Infrastructures et Mobilité ;
- Les Conseillers départementaux du canton de Marmande1;
- L'entreprise BATSERVICE, Ld Marquezines, 47250 COCUMONT;
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne -  
15 rue Valence 47000 AGEN ;
- Le Chef de l'unité départementale des routes du Marmandais;
- Conseil régional, unité scolaire – site d'Agen;
- Le Président de Val de Garonne
- Département – PC route ;
- Département – Transports adaptés ;
- Recueil des actes administratifs du département de Lot-et-Garonne ;
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours –  
8 rue Marcel Pagnol 47510 FOULAYRONNES.



# Chantiers fixes

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée  
Route à 2 voies



### Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque "alternat" doit être monté en de plus, en absence de visibilité suffisante.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h.

peut éventuellement être utilisée avec les panneaux AK 5 et AK 17.

Les 2000000 2000000

1.



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de Lot-et-Garonne**

**ARRETE TEMPORAIRE**  
**MA-21-T-708-IC-094**

---

Portant réglementation de la circulation sur la D708  
Commune de BEAUPUY

En et Hors agglomération

---

**La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,**

**Le Maire de BEAUPUY,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213-1 ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 064 AJ 21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 accordant délégation de signature à Madame Bénédicte LAURENS, Directrice générale adjointe des Infrastructures et de la mobilité ;

**Vu** la demande du Maire de Beaupuy en date du 21 juillet 2021 ;

**Sur proposition** de la Directrice générale adjointe Infrastructures et Mobilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de l'organisation de la manifestation dénommée « Les Confituriades », il y a lieu d'interdire la circulation de tous les véhicules sur la D708, en et hors agglomération, entre le PR 29+275 et le PR 30+587 sur le territoire de la commune de Beaupuy.

**ARRESENT**

**Article 1 :** A compter du samedi 21 août 2021 -14h00 et jusqu'au dimanche 22 août 2021 -23h00- la circulation de tous les véhicules est interdite sur la D708 en et hors agglomération, entre le PR 29+275 et le PR 30+587 sauf secours et dessertes des riverains sur le territoire de la commune de Beaupuy.

**Article 2 :** La déviation se fait dans les 2 sens de circulation par :

- la D708 du PR 29+275 au PR 26+231, communes de Beaupuy et de Castelnau sur Gupie.
- la D259 du PR 0+000 au PR 2+100, communes de Beaupuy et de Mauvezin sur Gupie.
- la D115 du PR 0+000 au PR 2+436, communes de Beaupuy et de Mauvezin sur Gupie.

**Article 3** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière -livre 1, 4ème partie, Signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, Signalisation temporaire - est mise en place **par les organisateurs à leur frais** sous le contrôle de l'unité départementale des routes du Marmandais.

**Article 3bis** : Tous les panneaux (interdiction de stationner et de s'arrêter, limitation de vitesses) sont pré positionnés par l'organisateur au plus tard, le vendredi 20 août 2021 à 12.h00. L'organisateur est invité à contacter le vendredi 20 août 2021 avant 12h00, l'unité départementale des routes du Marmandais (Tél. : 05.53.88.38.64) pour lui permettre de vérifier le pré positionnement de la signalisation mise en place. Les panneaux pré positionnés sont occultés jusqu'au samedi 21 août 2021 -14h00.

**Article 4** : Les dispositions définies par le présent arrêté prennent effet le jour de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article 3 et 3bis.

**Article 5** : La réouverture est effective à compter de la suppression de toutes signalisations afférentes aux dispositions de restriction de circulation.

**Article 6** : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7** : Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8** : Le Directeur général des services départementaux de Lot-et-Garonne, le Maire de Beaupuy, le Maire de Castelnau sur Gupie, Le Maire de Mauvezin sur Gupie, le Chef de l'unité départementale des routes du Marmandais, le Commandant du groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à BEAUPUY, le 29 JUILLET 2021

Le Maire de BEAUPUY

H. Christian PEZZUTTI

Fait à AGEN, le 30 JUIL. 2021

La Présidente du Conseil départemental de LOT-ET-GARONNE,  
et par délégation

La Directrice générale adjointe des Infrastructures et Mobilité,

Bénédicte LAURENS







**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE  
LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**



**ARRÊTÉ RHM-21-I-0015-A PORTANT SUR LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION  
DÉFINISSANT LES ORIENTATIONS ET LES CRITÈRES GÉNÉRAUX  
À PRENDRE EN COMPTE POUR LES PROMOTIONS INTERNES  
ET AVANCEMENTS DE GRADE.**

**La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,**

- VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 33-5 ;
- VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique, notamment son article 30 ;
- VU** le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires, notamment ses articles 13 à 20 ;
- VU** la délibération n°8014 de la séance du 21 avril 2011 qui détermine les ratios applicables à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour bénéficier d'un avancement de grade ;
- VU** l'avis du Comité Technique lors de sa séance du 15 juin 2020 ;

**CONSIDERANT** que les compétences des Commissions Administratives et Paritaires en matière de promotion et d'avancement sont supprimées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;

**CONSIDERANT** que l'autorité territoriale de Lot-et-Garonne présente cet arrêté pour répondre aux obligations réglementaires dans les délais impartis ;

**CONSIDERANT** que les lignes directrices de gestion peuvent comporter des orientations qui sont propres à certains services, cadres d'emplois ou catégories ;

**CONSIDERANT** que les lignes directrices de gestion constituent le document de référence pour la Gestion des Ressources Humaines du Département de Lot-et-Garonne ;

**CONSIDERANT** qu'un travail de concertation se poursuit dans le dialogue social concernant l'élaboration des autres volets des lignes directrices de gestion,

**CONSIDERANT** que les lignes directrices de gestion peuvent être prises pour une durée de six ans maximum et peuvent faire l'objet d'une révision, en tout ou partie au cours de la période considérée ;

**CONSIDERANT** que les lignes directrices de gestion du présent arrêté déterminent la stratégie de pilotage des ressources humaines au sein de la collectivité et fixent, sans préjudice du pouvoir d'appréciation de l'autorité territoriale en fonction des situations individuelles, des circonstances ou d'un motif d'intérêt général, les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours,

**CONSIDERANT** qu'elles sont communiquées par voie numérique et le cas échéant par tout autre moyen à l'ensemble des agents de la collectivité territoriale et qu'elles s'appliqueront en vue des décisions individuelles prises au titre de l'année 2021 ;

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim ;



## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : Les lignes directrices de gestion définissant les orientations et les critères généraux à prendre en compte pour les promotions internes et avancements de grade dans les grades et cadres d'emplois sont arrêtées comme prévu dans le document joint-en annexe.

**ARTICLE 2** : Ces lignes directrices de gestion s'appliquent à compter de l'année 2021.

**ARTICLE 3** : Ces lignes directrices de gestion sont établies pour une durée de 6 ans maximum. Elles pourront faire l'objet, en tout ou partie, d'une révision en cours de période, après avis du Comité Technique (puis au Comité Social Territorial après sa création en 2022). Le dialogue social étant actuellement en cours, les autres volets des lignes directrices de gestion seront arrêtés ultérieurement.

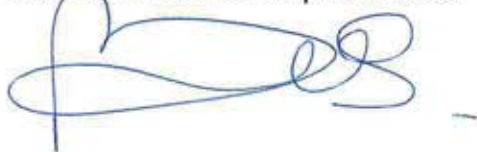
Au demeurant, l'autorité territoriale du Département de Lot-et-Garonne met en œuvre ces orientations sans préjudice de son pouvoir d'appréciation, des circonstances ou de motifs d'intérêt général.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, CS 21490, 33 063 Bordeaux CEDEX dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication au registre des arrêtés, éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5** : La Directrice générale des services par intérim, la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargées, chacune en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié.

Fait à Agen, le 01 JUIL. 2021

Sophie BORDERIE  
Présidente du Conseil départemental



**ANNEXE DE L'ARRÊTÉ PORTANT SUR LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION  
DÉFINISSANT LES ORIENTATIONS ET LES CRITERES GENERAUX  
A PRENDRE EN COMPTE POUR LES PROMOTIONS INTERNES ET AVANCEMENTS DE GRADE.**

Les lignes directrices de gestion doivent préciser les modalités de prise en compte de :

- la valeur professionnelle,
- les acquis de l'expérience professionnelle.

La collectivité a fait le choix de pondérer la valeur professionnelle à **40 %** et les acquis de l'expérience professionnelle à **60 %**.

**1/ La valeur professionnelle**

Les critères retenus pour évaluer la valeur professionnelle sont l'efficacité dans l'emploi, les compétences professionnelles et techniques, les qualités relationnelles et la capacité d'encadrement.

Chaque critère est divisé en sous-critères comme suit :

| <b>Critères</b>                                | <b>Sous-critères</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'efficacité dans l'emploi                     | <b><u>10 sous critères</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- effectue un travail fiable et de qualité</li> <li>- est disponible</li> <li>- respecte les délais et les échéances</li> <li>- prend des initiatives</li> <li>- sait analyser et synthétiser</li> <li>- est ponctuel</li> <li>- est assidu</li> <li>- sait s'organiser</li> <li>- sait s'adapter aux évolutions de l'environnement professionnel</li> <li>- sait mettre en application un projet</li> </ul>                                                                                                                       |
| Les compétences professionnelles et techniques | <b><u>10 sous-critères</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- connaît et respecte l'environnement professionnel</li> <li>- connaît et respecte les normes, procédures et règlements</li> <li>- est capable d'instruire et/ou de suivre les dossiers</li> <li>- est autonome dans le travail</li> <li>- entretient et développe ses compétences</li> <li>- maîtrise l'expression écrite</li> <li>- maîtrise l'expression orale</li> <li>- maîtrise les nouvelles technologies</li> <li>- est capable de concevoir un projet (A-B)</li> <li>- est capable de conduire un projet (A-B)</li> </ul> |
| Les qualités relationnelles                    | <b><u>4 sous-critères</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sait travailler en équipe</li> <li>- a le sens du service public</li> <li>- détient des aptitudes relationnelles dans l'environnement professionnel</li> <li>- est capable d'écouter</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| La capacité d'encadrement                      | <b><u>7 sous critères</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>-sait /saurait animer une équipe</li> <li>-sait /saurait fixer les objectifs et évaluer les résultats</li> <li>- sait /saurait organiser, piloter et contrôler</li> <li>- sait /saurait communiquer, dialoguer et négocier</li> <li>-sait /saurait gérer les éventuels conflits</li> <li>-sait /saurait identifier les compétences individuelles et collectives</li> <li>-sait /saurait mobiliser et valoriser les compétences individuelles et collectives</li> </ul>                                                              |

Le compte-rendu de l'entretien professionnel (CREP) est le document de référence pour la notation de chaque critère, retranscrit par un système de points.

À la lecture du compte-rendu, les services administratifs compétents évaluent le sous-critère selon 5 niveaux :

- insuffisant = 1 point ;
- à développer = 2 points ;
- acquis = 3 points ;
- maîtrisé = 4 points ;
- excellent = 5 points.

Le total noté sur 155 points est ramené à une note **(N1)** sur 20 points.

## **2/ Les acquis de l'expérience professionnelle**

Les critères retenus pour évaluer les acquis de l'expérience professionnelle sont :

| <b>Critères</b>                                                                                                     | <b>Nombre de points</b> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| La préparation et la présentation à l'examen professionnel/concours                                                 | 0 ou 1                  |
| La réussite à l'examen professionnel                                                                                | 0 ou 3                  |
| Être formateur interne                                                                                              | 0 ou 1                  |
| Être référent avec une lettre de mission (assistant de prévention, communication, relai informatique et liberté...) | 0 ou 1                  |
| Occuper un poste à forte expertise/technicité (sujets administratifs, techniques et financiers)                     | 0 à 4                   |
| Occuper un poste exposé (être en prise directe avec usagers internes et/ou élus)                                    | 0 à 3                   |
| Occuper un poste à responsabilité (risque juridique, financier et décisionnel porté par l'agent)                    | 0 à 3                   |
| Exercer des fonctions d'encadrement                                                                                 |                         |
| 1 < 5 agents                                                                                                        | 1                       |
| 6 < 10 agents                                                                                                       | 2                       |
| 11 < 20 agents                                                                                                      | 3                       |
| > 20 agents                                                                                                         | 4                       |

Chaque critère est évalué sous forme de points. Le total est noté **(N2)** sur 20 points.

Ainsi, les critères d'avancement de grade et de promotion interne sont calculés de la façon suivante :

Chaque agent obtient une note globale N sur 20 qui est composée telle que :

- **N1** est obtenue à partir de la valeur professionnelle directement issue Du compte-rendu de l'entretien professionnel.
- **N2** est obtenue à partir des acquis de l'expérience professionnelle.

$$N = N1 \times 0,40 + N2 \times 0,60$$

En cas d'égalité ou de quasi égalité de la note globale, un partage se fera sur la base de deux autres critères :



- la richesse du parcours professionnel (mobilité fonctionnelle, géographique, sectorielle...),
- l'ancienneté dans un cadre d'emplois (date d'entrée).

En raison de l'absence de quotas prévus par les statuts, les promotions internes des agents de maîtrise seront étudiées séparément.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les Commissions Administratives Paritaires n'examineront plus les décisions individuelles en matière de promotion interne. À partir de cette même date, sans renoncer à son pouvoir d'appréciation, l'Autorité territoriale assistée, le cas échéant par un collège composé par des représentants de l'administration et des représentants du personnel, devra désormais tenir compte de ces LDG pour l'établissement des tableaux d'avancements de grade et des listes d'aptitude pour la promotion interne.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LOT- ET- GARONNE

Direction des ressources humaines et du dialogue social  
Services temps de travail et absences

**ARRÊTÉ n° RHM-21-I-0006-A**  
**Portant désignation des représentants du Département à la Commission de**  
**Réforme de Lot-et-Garonne**

**La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,**

**VU** l'article L. 3221-7 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Président du Conseil départemental à procéder à la désignation des membres du Conseil départemental pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes,

**VU** l'arrêté du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière,

**VU** la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 prenant acte de l'élection de Madame Sophie BORDERIE à la Présidence du Conseil départemental dans les conditions de l'article L. 3122-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n° C0317 du 30 mars 2018 relative au renouvellement de l'adhésion du département au socle de missions de l'article 23 IV de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 proposé par le centre de gestion de Lot-et-Garonne,

**SUR** proposition de la Directrice Générale des Services par intérim,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Sont désignés en qualité de représentant du Conseil départemental à la Commission de Réforme de Lot-et-Garonne :

Titulaire : **Madame Françoise LAURENT** / Suppléant : **Jean-Jacques MIRANDE**

Titulaire : **Madame Béatrice LAVIT** / Suppléante : **Madame Valérie TONIN**

Titulaire : **Monsieur Rémi CONSTANS** / Suppléante : **Madame Patricia SUPPI**

**ARTICLE 2 :** La Directrice Générale des Services par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du département.

Tout recours contre cet acte sera porté devant le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, CS 21490, 33063 Bordeaux Cedex, dans les deux mois de l'accomplissement des mesures de publicité. Cette juridiction peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le **12 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil départemental,



Sophie BORDERIE



La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRÊTÉ N° RHM-21-I-0007-A**  
**RELATIF A LA COMPOSITION DU COMITE D'HYGIENE,**  
**DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.H.S.C.T)**

- VU** le code électoral ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale (article 27) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 juin 2018, fixant la date des élections aux Comités Techniques, aux Commissions Administratives Paritaires, et aux Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 23 mai 2018, fixant à 10 le nombre de membres titulaires pour chacun des deux collèges ;
- VU** le procès-verbal des opérations de vote relatives aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- VU** la répartition des sièges au CHSCT entre les organisations syndicales établie par l'autorité territoriale en date du 10 décembre 2018, au vu des résultats aux élections des représentants du personnel au Comité Technique ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 08 mars 2021 portant désignation des représentants au CHSCT ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;
- CONSIDÉRANT** le renouvellement de l'Assemblée Départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;
- CONSIDÉRANT** que les représentants de la collectivité sont désignés par l'Autorité Territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité ;
- CONSIDÉRANT** qu'il appartient aux organisations syndicales de désigner les représentants du personnel siégeant au CHSCT ;
- SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;



**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**ARRETE**

**Article 1 :** L'arrêté du 8 mars 2021 portant désignation des représentants de la collectivité au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) est abrogé.

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) est fixée comme suit :

| <b>TITULAIRES</b>                                                                                                             | <b>SUPPLEANTS</b>                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale & Présidente du CHSCT | <b>Mme LAMY Laurence</b><br>Conseillère départementale                                                          |
| <b>M. BOUYSSONNIE Thomas</b><br>Conseiller départemental                                                                      | <b>M. MIRANDE Jean Jacques</b><br>Conseiller départemental                                                      |
| <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale                                                                    | <b>Mme TONIN Valérie</b><br>Conseillère départementale                                                          |
| <b>M. MASSET Michel</b><br>Conseiller départemental                                                                           | <b>M. VO VAN Paul</b><br>Conseiller départemental                                                               |
| <b>Mme DUCOS Laurence</b><br>Conseillère départementale                                                                       | <b>M DEVILLIERS Arnaud</b><br>Conseiller départemental                                                          |
| <b>Mme GIRAUD Béatrice</b><br>Conseillère départementale                                                                      | <b>M. BOUSQUIER Philippe</b><br>Conseiller départemental                                                        |
| <b>M. CONSTANS Rémi</b><br>Conseiller départemental                                                                           | <b>M. BORDERIE Jacques</b><br>Conseiller départemental                                                          |
| <b>M. DUPREZ Fabien</b><br>Directeur général des services                                                                     | <b>Mme BOUTIN Sophie</b><br>Directrice des ressources humaines<br>et du dialogue social                         |
| <b>Mme INSERRA Cécile</b><br>Directrice générale adjointe<br>des ressources humaines et de la modernisation                   | <b>M. FRELAUT Paul</b><br>Directeur général adjoint<br>de la valorisation des moyens généraux                   |
| <b>Mme CROS-RONNE Céline</b><br>Directrice générale adjointe<br>du développement social                                       | <b>M. DAULHAC Gérard</b><br>Directeur général adjoint des solidarités<br>territoriales, éducatives et sportives |

Les représentants de la collectivité peuvent se suppléer l'un l'autre (article 29 du décret n°85-603 du 10 juin 1985).

**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**Article 3 :** La liste des représentants du personnel au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) est fixée comme suit :

| <b>TITULAIRES</b>             | <b>SUPPLEANTS</b>              |
|-------------------------------|--------------------------------|
| <b>SYNDICAT CGT</b>           |                                |
| <b>M. BOUKHARI Laurent</b>    | <b>Mme TUAL Aline</b>          |
| <b>Mme HERVOIR Gaëlle</b>     | <b>M. Jean-Philippe POLONI</b> |
| <b>Mme BOULANGER Isabelle</b> | <b>Mme MESQUITA Lucie</b>      |
| <b>M. CHAMBELLAND Xavier</b>  | <b>M. SAVAR Thierry</b>        |
| <b>SYNDICAT CFDT</b>          |                                |
| <b>M. PROST Jean-Luc</b>      | <b>Mme MONRREJEAU Nadine</b>   |
| <b>M. OU-RABAH Karim</b>      | <b>M. GIANORI Bruno</b>        |
| <b>SYNDICAT SUDCT 47</b>      |                                |
| <b>Mme BARCK Christel</b>     | <b>M. DOMENGIE Christian</b>   |
| <b>Mme CAZALAS Odile</b>      | <b>M. FLEURY Denis</b>         |
| <b>Mme SANS Isabelle</b>      | <b>Mme BOUZIGNAC Carole</b>    |
| <b>M. BETEILLE Teddy</b>      | <b>M. POUSSIN Frédéric</b>     |

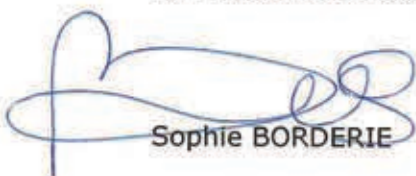
Les représentants du personnel suppléants peuvent suppléer les titulaires appartenant à la même organisation syndicale (article 29 du décret n°85-603 du 10 juin 1985).

**Article 4 :** Le Directeur général des services et la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat. Outre l'envoi postal ou le dépôt sur place, la juridiction compétente pourra être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le **15 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil Départemental

  
Sophie BORDERIE



La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRETE N° RHM-21-I-0008-A  
RELATIF A LA COMPOSITION  
DU COMITE TECHNIQUE (CT)**

- VU** le code électoral ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** Le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 juin 2018, fixant la date des élections aux Comités Techniques, aux Commissions Administratives Paritaires, et aux Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 23 mai 2018, fixant à 8 le nombre de membres titulaires pour chacun des deux collèges ;
- VU** les résultats du scrutin du 6 décembre 2018 organisé en vue de la désignation des représentants du personnel au sein des dites commissions ;
- VU** le procès-verbal des opérations de vote relatives aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- VU** la répartition des sièges au Comité Technique entre les organisations syndicales établie par l'autorité territoriale en date du 10 décembre 2018, au vu des résultats aux élections des représentants du personnels au Comité Technique ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 29 janvier 2021 portant désignation des représentants de la collectivité au Comité Technique ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1er juillet 2021, prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;

**CONSIDERANT** le renouvellement de l'Assemblée Départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;

**CONSIDERANT** que les représentants de la collectivité sont désignés par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité ;

**CONSIDERANT** que les représentants du personnel, inscrits sur les listes présentées, sont désignées par chaque organisation syndicale selon les résultats aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;

**SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;



## ARRETE

**Article 1 :** L'arrêté du 29 janvier 2021 portant désignation des représentants de la collectivité au Comité Technique est abrogé.

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité au Comité Technique (CT) est fixée comme suit :

| <i><b>TITULAIRES</b></i>                                                                                                   | <i><b>SUPPLEANTS</b></i>                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale & Présidente du CT | <b>Mme LAMY Laurence</b><br>Conseillère départementale                                                       |
| <b>M. BOUYSSONNIE Thomas</b><br>Conseiller départemental                                                                   | <b>M. MIRANDE Jean-Jacques</b><br>Conseiller départemental                                                   |
| <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale                                                                 | <b>Mme TONIN Valérie</b><br>Conseillère départementale                                                       |
| <b>M. MASSET Michel</b><br>Conseiller départemental                                                                        | <b>M. VO VAN Paul</b><br>Conseiller départemental                                                            |
| <b>Mme DUCOS Laurence</b><br>Conseillère départementale                                                                    | <b>M. BOUSQUIER Philippe</b><br>Conseiller départemental                                                     |
| <b>Mme GIRAUD Béatrice</b><br>Conseillère départementale                                                                   | <b>Mme SUPPI Patricia</b><br>Conseillère départementale                                                      |
| <b>M. DUPREZ Fabien</b><br>Directeur général des services                                                                  | <b>M. DAULHAC Gérard</b><br>Directeur général adjoint des solidarités territoriales, éducatives et sportives |
| <b>Mme INSERRA Cécile</b><br>Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation                   | <b>Mme BOUTIN Sophie</b><br>Directrice des ressources humaines et du dialogue social                         |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance du Comité Technique peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants (Article 2 du décret n°85-565 du 30 mai 1985).

**Article 3 :** La liste des représentants du personnel au Comité Technique (CT) est fixée comme suit :

| <b>TITULAIRES</b>             | <b>SUPPLEANTS</b>                |
|-------------------------------|----------------------------------|
| <b>Syndicat CGT</b>           |                                  |
| <b>M. BOUKHARI Laurent</b>    | <b>Mme VAN CASTEREN Nathalie</b> |
| <b>Mme TUAL Aline</b>         | <b>Mme DUGUET Valérie</b>        |
| <b>Mme BOUTEYRE Corinne</b>   | <b>Mme BERNES Fatima</b>         |
| <b>Syndicat CFDT</b>          |                                  |
| <b>M. BARRAL Joël</b>         | <b>M. OURABAH Karim</b>          |
| <b>Syndicat SUDCT 47</b>      |                                  |
| <b>M. RENAUDIN Denis</b>      | <b>Mme DA SILVA Marie</b>        |
| <b>M. FLEURY Denis</b>        | <b>Mme BARCK Christel</b>        |
| <b>M. FALQUES Bernard</b>     | <b>M. DOMENGIE Christian</b>     |
| <b>Mme LESPAGNOL Isabelle</b> | <b>Mme SANS Isabelle</b>         |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance du Comité Technique peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants. Toutefois, pour les représentants du personnel, cette faculté ne joue qu'entre représentants élus sur une même liste de candidats (Article 2 du décret n°85-565 du 30 mai 1985).

**Article 4 :** Le Directeur général des services et la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat. Outre l'envoi postal ou le dépôt sur place, la juridiction compétente pourra être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible via le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le **15 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil Départemental



Sophie BORDERIE



La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRÊTÉ N° RHM-21-I-0009-A**  
**RELATIF À LA COMPOSITION DE LA**  
**COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATÉGORIE A**

- VU** le code électoral ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 juin 2018, fixant la date des élections aux Comités Techniques, aux Commissions Administratives Paritaires, et aux Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** les résultats du scrutin du 6 décembre 2018, organisé en vue de la désignation des représentants du personnel au sein des dites commissions ;
- VU** le procès-verbal des opérations de vote relatives aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 27 novembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission administrative paritaire de catégorie A ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;
- CONSIDERANT** le renouvellement de l'Assemblée départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;
- CONSIDERANT** que les représentants de l'administration sont désignés par l'Autorité Territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ;
- SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;



**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**ARRETE**

**Article 1 :** l'arrêté du 27 novembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission administrative paritaire de catégorie A est abrogé.

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité à la Commission Administrative Paritaire de catégorie A (CAP A) est fixée comme suit :

| <b><i>TITULAIRES</i></b>                                                                                | <b><i>SUPPLEANTS</i></b>                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale | <b>Mme LAMY Laurence</b><br>Conseillère départementale     |
| <b>M. BOUYSSONNIE Thomas</b><br>Conseiller départemental                                                | <b>M. MIRANDE Jean-Jacques</b><br>Conseiller départemental |
| <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale                                              | <b>Mme TONIN Valérie</b><br>Conseillère départementale     |
| <b>M. MASSET Michel</b><br>Conseiller départemental                                                     | <b>M. VO VAN Paul</b><br>Conseiller départemental          |
| <b>Mme GIRAUD Béatrice</b><br>Conseillère départementale                                                | <b>M. CONSTANS Rémi</b><br>Conseiller départemental        |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Administrative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants (Article 28 du décret n°89-229 du 17 avril 1989).

**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**Article 3 :** La liste des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de catégorie A (CAP A) est fixée comme suit :

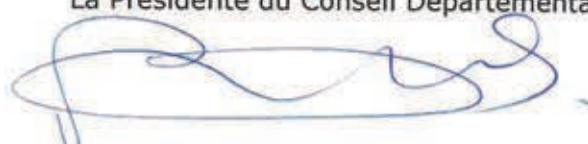
| <b>TITULAIRES</b>            | <b>SUPPLEANTS</b>            |
|------------------------------|------------------------------|
| <b>Groupe hiérarchique 6</b> |                              |
| <b>CGT</b>                   |                              |
| <b>Mme DUGUET Valérie</b>    | <b>Mme FRECCHIAMI Aline</b>  |
| <b>CFDT interco 47</b>       |                              |
| <b>M. BARAT Alain</b>        | <b>M. DELOM Patrick</b>      |
| <b>Groupe hiérarchique 5</b> |                              |
| <b>CFDT interco 47</b>       |                              |
| <b>Mme BIDON Nathalie</b>    | <b>Mme LECOURTIER Céline</b> |
| <b>SUD CT 47</b>             |                              |
| <b>Mme DE BORTOLI Nelly</b>  | <b>Mme SANS Isabelle</b>     |
| <b>M. SIMONITI Vincent</b>   | <b>Mme BARCK Christel</b>    |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Administrative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants. Toutefois, pour les représentants du personnel, cette faculté ne joue qu'entre représentants élus sur une même liste de candidats et appartenant au même groupe hiérarchique (Article 28 du décret n°89-229 du 17 avril 1989).

**Article 4 :** Le Directeur général des services par intérim, la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Agen, 28 JUIL, 2021

La Présidente du Conseil Départemental

  
Sophie BORDERIE



La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRÊTÉ N° RHM-21-I-0010-A**  
**RELATIF À LA COMPOSITION DE LA**  
**COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATÉGORIE B**

- VU** le code électoral ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 juin 2018, fixant la date des élections aux Comités Techniques, aux Commissions Administratives Paritaires, et aux Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** les résultats du scrutin du 6 décembre 2018, organisé en vue de la désignation des représentants du personnel au sein des dites commissions ;
- VU** le procès-verbal des opérations de vote relatives aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 27 novembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission administrative paritaire de catégorie B ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;

**CONSIDERANT** le renouvellement de l'Assemblée départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;

**CONSIDERANT** que les représentants de l'administration sont désignés par l'Autorité Territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ;

**SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;



**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**ARRETE**

**Article 1 :** l'arrêté du 27 novembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission administrative paritaire de catégorie B est abrogé.

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité à la Commission Administrative Paritaire de catégorie B (CAP B) est fixée comme suit :

| <b><i>TITULAIRES</i></b>                                                                                | <b><i>SUPPLEANTS</i></b>                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale | <b>Mme LAMY Laurence</b><br>Conseillère départementale     |
| <b>M. BOUYSSONNIE Thomas</b><br>Conseiller départemental                                                | <b>M. MIRANDE Jean-Jacques</b><br>Conseiller départemental |
| <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale                                              | <b>Mme TONIN Valérie</b><br>Conseillère départementale     |
| <b>M. MASSET Michel</b><br>Conseiller départemental                                                     | <b>M. VO VAN Paul</b><br>Conseiller départemental          |
| <b>Mme GIRAUD Béatrice</b><br>Conseillère départementale                                                | <b>M. CONSTANS Rémi</b><br>Conseiller départemental        |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Administrative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants (Article 28 du décret n°89-229 du 17 avril 1989).

**Article 3 :** La liste des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de catégorie B (CAP B) est fixée comme suit :

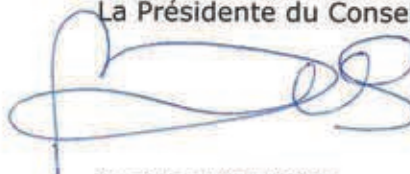
| <b>TITULAIRES</b>                | <b>SUPPLEANTS</b>                |
|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>Groupe hiérarchique 4</b>     |                                  |
| <b>CGT</b>                       |                                  |
| <b>Mme BERNES Fatima</b>         | <b>Mme SAIGHI Sylvie</b>         |
| <b>Mme VAN CASTEREN Nathalie</b> | <b>Mme HERVOIR Gaëlle</b>        |
| <b>CFDT interco 47</b>           |                                  |
| <b>M. GIBRAT Alain</b>           | <b>Mme CANDAU Marie-Odile</b>    |
| <b>Groupe hiérarchique 3</b>     |                                  |
| <b>SUD CT 47</b>                 |                                  |
| <b>Mme SARRAZIN Eliane</b>       | <b>Mme PASSICOUSSET Laurence</b> |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Administrative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants. Toutefois, pour les représentants du personnel, cette faculté ne joue qu'entre représentants élus sur une même liste de candidats et appartenant au même groupe hiérarchique (Article 28 du décret n°89-229 du 17 avril 1989).

**Article 4 :** Le Directeur général des services par intérim, la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Agen, le **28 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil Départemental



Sophie BORDERIE



La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRÊTÉ N° RHM-21-I-0011-A**  
**RELATIF À LA COMPOSITION DE LA**  
**LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATÉGORIE C**

- VU** le code électoral ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 juin 2018, fixant la date des élections aux Comités Techniques, aux Commissions Administratives Paritaires, et aux Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** les résultats du scrutin du 6 décembre 2018, organisé en vue de la désignation des représentants du personnel au sein des dites commissions ;
- VU** le procès-verbal des opérations de vote relatives aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 27 novembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission administrative paritaire de catégorie C ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;

**CONSIDERANT** le détachement de Madame Annick LOCHE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, membre suppléante des représentants du personnel ;

**CONSIDERANT** le renouvellement de l'Assemblée départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;

**CONSIDERANT** que les représentants de l'administration sont désignés par l'Autorité Territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ;

**SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;



**ARRETE**

**Article 1 :** l'arrêté du 27 novembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission administrative paritaire de catégorie C est abrogé.

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité à la Commission Administrative Paritaire de catégorie C (CAP C) est fixée comme suit :

| <b><i>TITULAIRES</i></b>                                                                                | <b><i>SUPPLEANTS</i></b>                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale | <b>Mme LAMY Laurence</b><br>Conseillère départementale     |
| <b>M. BOUYSSONNIE Thomas</b><br>Conseiller départemental                                                | <b>M. MIRANDE Jean-Jacques</b><br>Conseiller départemental |
| <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale                                              | <b>Mme TONIN Valérie</b><br>Conseillère départementale     |
| <b>M. MASSET Michel</b><br>Conseiller départemental                                                     | <b>M. VO VAN Paul</b><br>Conseiller départemental          |
| <b>Mme GIRAUD Béatrice</b><br>Conseillère départementale                                                | <b>M. CONSTANS Rémi</b><br>Conseiller départemental        |
| <b>Mme DUCOS Laurence</b><br>Conseillère départementale                                                 | <b>M. BOUSQUIER Philippe</b><br>Conseiller départemental   |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Administrative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants (Article 28 du décret n°89-229 du 17 avril 1989).

**Article 3 :** La liste des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de catégorie C (CAP C) est fixée comme suit :

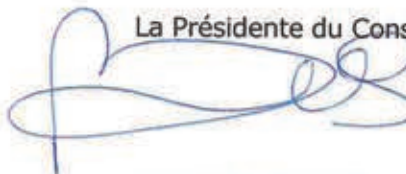
| <b>TITULAIRES</b>             | <b>SUPPLEANTS</b>             |
|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>Groupe hiérarchique 2</b>  |                               |
| <b>CGT</b>                    |                               |
| <b>M. BOUKHARI Laurent</b>    | <b>M. DUCAM Laurent</b>       |
| <b>Mme ROZES Murielle</b>     | <b>Mme ROULET Danièle</b>     |
| <b>Mme TALDU Clémence</b>     | <b>M. BOUCHILLOU Fabrice</b>  |
| <b>SUD CT 47</b>              |                               |
| <b>M. RENAUDIN Denis</b>      | <b>M. FLEURY Denis</b>        |
| <b>Groupe hiérarchique 1</b>  |                               |
| <b>SUD CT 47</b>              |                               |
| <b>Mme LESPAGNOL Isabelle</b> | <b>M. BETEILLE Teddy</b>      |
| <b>Mme DA SILVA Marie</b>     | <b>M. GARGOWITSCH Grégory</b> |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Administrative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants. Toutefois, pour les représentants du personnel, cette faculté ne joue qu'entre représentants élus sur une même liste de candidats et appartenant au même groupe hiérarchique (Article 28 du décret n°89-229 du 17 avril 1989).

**Article 4 :** Le Directeur général des services par intérim, la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Agen, le **28 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil Départemental



Sophie BORDERIE



La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRÊTÉ N° RHM-21-I-0012-A**  
**RELATIF À LA COMPOSITION**  
**DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE DE CATÉGORIE A**

- VU** le code électoral ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le Décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 juin 2018 fixant la date des élections aux Comités Techniques, aux Commissions Administratives Paritaires, et aux Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** les résultats du tirage au sort réalisé pour la CCP A le 6 décembre 2018 en raison d'absence de liste des organisations syndicales sur cette instance ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 10 novembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission consultative paritaire de catégorie A ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;

**CONSIDERANT** le renouvellement de l'Assemblée départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;

**CONSIDERANT** le retrait des effectifs de Madame Nathalie CARRASSET au 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**CONSIDERANT** que les représentants de la collectivité sont désignés par l'Autorité Territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ;

**SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;



**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**ARRETE**

**Article 1 :** l'arrêté du 10 novembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission consultative paritaire de catégorie A est abrogé.

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité à la Commission Consultative Paritaire de catégorie A (CCP A) est fixée comme suit :

| <b><i>TITULAIRES</i></b>                                                                                | <b><i>SUPPLEANTS</i></b>                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale | <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale |
| <b>M. BOUYSSONNIE Thomas</b><br>Conseiller départemental                                                | <b>M. CONSTANS Rémi</b><br>Conseiller départemental        |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Consultative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants.

**Article 3 :** La liste des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire de catégorie A (CCP A) est fixée comme suit :

| <b><i>TITULAIRES</i></b>   | <b><i>SUPPLEANTS</i></b>    |
|----------------------------|-----------------------------|
| <b>Mme DELBREIL Eliane</b> | <b>Mme BOULIN Véronique</b> |
| <b>Mme DAUBIE Maryline</b> | <b>Mme CAUWEL Pascale</b>   |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Consultative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants.

**Article 4 :** Le Directeur général des services par intérim, la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Agen, le **29 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil Départemental



Sophie BORDERIE

La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRÊTÉ N° RHM-21-I-0013-A  
RELATIF À LA COMPOSITION  
DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE DE CATÉGORIE B**

- VU** le code électoral ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le Décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016, relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 juin 2018, fixant la date des élections aux Comités Techniques, aux Commissions Administratives Paritaires, et aux Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** les résultats du tirage au sort réalisé pour la CCP B le 6 décembre 2018 en raison d'absence de liste des organisations syndicales sur cette instance ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 26 septembre 2019 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission consultative paritaire de catégorie B ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;

**CONSIDERANT** le retrait des effectifs de Madame Vanessa CALBET au 31 décembre 2020 et la mise en stage de Madame Véronique CAUTE au 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

**CONSIDERANT** le renouvellement de l'Assemblée départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;

**CONSIDERANT** que les représentants de la collectivité sont désignés par l'Autorité Territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ;

**SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;

**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**ARRETE**

**Article 1 :** l'arrêté du 26 septembre 2019 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission consultative paritaire de catégorie B est abrogé.

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité à la Commission Consultative Paritaire de catégorie B (CCP B) est fixée comme suit :

| <b><i>TITULAIRES</i></b>                                                                                | <b><i>SUPPLEANTS</i></b>                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale | <b>Mme LAMY Laurence</b><br>Conseillère départementale |
| <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale                                              | <b>M. CONSTANS Rémi</b><br>Conseiller départemental    |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Consultative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants.

**Article 3 :** La liste des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire de catégorie B (CCP B) est fixée comme suit :

| <b><i>TITULAIRES</i></b>     | <b><i>SUPPLEANTS</i></b> |
|------------------------------|--------------------------|
| <b>Mme IMBERT Anaïs</b>      | <b>Mme LOEZ Hélène</b>   |
| <b>Mme BOUREUX Eglantine</b> | <b>Mme DURAND Céline</b> |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Consultative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants.

**Article 4 :** Le Directeur général des services par intérim, la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Agen, le **29 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil Départemental



Sophie BORDERIE



La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRÊTÉ N° RHM-21-I-0016-A**  
**RELATIF À LA COMPOSITION**  
**DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SECOURS EXCEPTIONNELS**

- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le dispositif en matière d'action sociale en faveur des agents en vigueur dans la collectivité,
- VU** le règlement intérieur de la Commission d'examen des secours exceptionnels adopté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;
- CONSIDERANT** le renouvellement de l'Assemblée départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;
- CONSIDERANT** que les représentants de la collectivité sont désignés par l'Autorité Territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ;
- CONSIDERANT** que la collectivité est dotée d'une assistante sociale mise à disposition des agents pour répondre aux besoins d'accompagnement,
- SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;

**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**ARRETE**

**Article 1 :** La liste des représentants de la collectivité à la Commission d'examen des secours exceptionnels est fixée comme suit :

| <b>TITULAIRE</b>                                                                                        | <b>SUPPLEANT</b>                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale | <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission d'examen des secours exceptionnels peut se faire remplacer par la représentante suppléante.

**Article 2 :** La Commission d'examen des secours exceptionnels est également composée de l'assistante sociale du personnel, d'un représentant de la DRHDS, d'un représentant élu ou mandaté de chaque organisation syndicale (les titulaires ou, en leur absence, leurs suppléants).

**Article 3 :** Le Directeur général des services par intérim, la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Agen, le **29 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil Départemental

  
Sophie BORDERIE

La Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne,

**ARRÊTÉ N° RHM-21-I-0014-A  
PORTANT MODIFICATION À LA DÉSIGNATION  
DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ  
À LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE DE CATÉGORIE C**

- VU** le code électoral ;
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le Décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016, relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 juin 2018, fixant la date des élections aux Comités Techniques, aux Commissions Administratives Paritaires, et aux Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU** les résultats du tirage au sort réalisé pour la CCP C le 6 décembre 2018 en raison d'absence de liste des organisations syndicales sur cette instance ;
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 26 septembre 2019 portant désignation des représentants de la collectivité à la commission consultative paritaire de catégorie C ;
- VU** la délibération du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, prenant acte de l'élection de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;

**CONSIDERANT** le renouvellement de l'Assemblée départementale suite aux élections des 20 juin 2021 et 27 juin 2021 ;

**CONSIDERANT** que les représentants de la collectivité sont désignés par l'Autorité Territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ;

**SUR** proposition de la Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne ;



**DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE**  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

**ARRETE**

**Article 1 :** L'arrêté du 26 septembre 2019 portant désignation des représentants de la collectivité à la Commission Consultative Paritaire de catégorie C (CCP C) est modifié en son premier article comme suit :

Liste des représentants de la collectivité à la Commission Consultative Paritaire de catégorie C (CCP C) :

| <b><i>TITULAIRES</i></b>                                                                                | <b><i>SUPPLEANTS</i></b>                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| La Présidente du C.D. 47 ou sa représentante<br><b>Mme LAVIT Béatrice</b><br>Conseillère départementale | <b>Mme LAMY Laurence</b><br>Conseillère départementale     |
| <b>M. BOUYSSONNIE Thomas</b><br>Conseiller départemental                                                | <b>M. MIRANDE Jean-Jacques</b><br>Conseiller départemental |
| <b>Mme LAURENT Françoise</b><br>Conseillère départementale                                              | <b>Mme TONIN Valérie</b><br>Conseillère départementale     |
| <b>Mme GIRAUD Béatrice</b><br>Conseillère départementale                                                | <b>M. CONSTANS Rémi</b><br>Conseiller départemental        |

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance de la Commission Consultative Paritaire peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants.

**Article 2 :** Le Directeur général des services par intérim, la Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la modernisation de l'administration sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Agen, le **02 AOUT 2021**

La Présidente du Conseil Départemental



Sophie BORDERIE



**DIRECTION GENERALE DES SERVICES**





REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LOT- ET- GARONNE

---

Direction générale des services  
Service de l'Assemblée

**ARRETE N° DGS-SA-20210002**  
**portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil départemental au**  
**conseil d'évaluation du centre de détention d'Eysses**

**La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,**

**VU** l'article L. 3221-7 du Code général des collectivités territoriales autorisant le Président du Conseil départemental à procéder à la désignation des membres du Conseil départemental pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes,

**VU** l'arrêté n° 2012095-0004 du 4 avril 2012 de M. le Préfet de Lot-et-Garonne portant création et composition du Conseil d'évaluation du centre de détention d'Eysses,

**VU** la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 prenant acte de l'élection de Mme Sophie Borderie à la présidence du Conseil départemental dans les conditions de l'article L. 3122-1 du Code général des collectivités territoriales,

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim,

**ARRETE :**

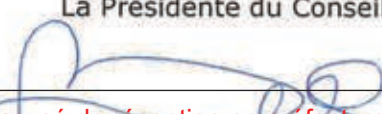
**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

M. Thomas BOUYSSONNIE est désigné pour représenter la Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne, au Conseil d'évaluation du centre de détention d'Eysses.

**ARTICLE 2 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département. Tout recours contre cet acte sera porté devant le tribunal administratif dans les deux mois de l'accomplissement des mesures de publicité. Celui-ci peut notamment être saisi par l'application informatique TELERECOURS CITOYEN accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le 12 JUIL. 2021

La Présidente du Conseil départemental

  
Accusé de réception en préfecture  
047-22370004-20210002-DGS-SA-20210002-AI  
Date de télétransmission : 13/07/2021  
Date de réception préfecture : 13/07/2021

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DE LOT- ET- GARONNE**

---

**Maison Départementale des Personnes Handicapées**

**ARRETE N° DGS-SA-20210008**

**portant désignation de conseillers départementaux pour représenter le  
Département au sein de la commission des droits de l'autonomie de la MDPH 47.**

La Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne, Madame Sophie BORDERIE,

**VU** l'article L. 3221-7 du Code général des collectivités territoriales autorisant le Président du Conseil départemental à procéder à la désignation des membres du Conseil départemental pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes ;

**VU** le décret n°2005-1589 du 19 décembre 2005 relatif à la commission des droits et de l'autonomie ;

**VU** la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 prenant acte de l'élection de Madame Sophie BORDERIE à la présidence du Conseil départemental dans les conditions de l'article L. 3122-1 du Code général des collectivités territoriales,

**SUR** proposition de la Directrice générale des services par intérim,

**ARRETE :**

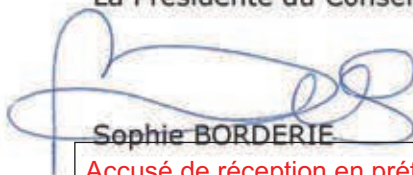
**ARTICLE 2 :** Les personnes ci-dessous sont désignées comme membres de la Commission des droits de l'autonomie de la MDPH 47 en qualité de représentants du Département de Lot-et-Garonne :

- Madame Annie MESSINA-VENTADOUX, en qualité de membre titulaire,
- Monsieur Alain PICARD, en qualité de membre titulaire,
- Madame Caroline HAURE-TROCHON, en qualité de membre suppléant,
- Madame Emilie MAILLOU, en qualité de membre suppléant,

**ARTICLE 2 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département. Tout recours contre cet acte sera porté devant le tribunal administratif dans les deux mois de l'accomplissement des mesures de publicité. Celui-ci peut notamment être saisi par l'application informatique TELERECOURS CITOYEN accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Agen, le **12 JUIL. 2021**

La Présidente du Conseil départemental



Sophie BORDERIE

Accusé de réception en préfecture  
047-224700013-20210712-DGS-SA-20210008-AI  
Date de télétransmission : 13/07/2021  
Date de réception préfecture : 13/07/2021



Imprimé en Août 2021

Certifié conforme :

La Présidente du Conseil départemental

Sophie BORDERIE